

A travers les différents postes frontaliers

Plus de 1 300 kg de cocaïne  
saisis l'année dernière

Page 2

# Les DEBATS

Votre quotidien national

Aucune date n'a été fixée pour sa généralisation

# Permis à points, un projet à la traîne

Aucune échéance n'a encore été arrêtée pour l'application du permis à points. Selon le directeur du Centre national de prévention et de sécurité routière, Ahmed Naït El Hocine, la généralisation du permis de conduire électronique biométrique intervient d'abord avant de passer au permis à points.

Page 3



Sur fond de normalisation avec Israël

## La coalition juive républicaine en visite au Maroc



Les leaders de la Coalition juive républicaine (RJC), se sont rendus cette semaine au Maroc dans le cadre d'une visite inscrite sous le signe d'un rapprochement entre Rabat et Tel Aviv pour peser sur la position des Etats-Unis à l'égard de la question sahraouie, a rapporté la presse américaine. Les leaders de la RJC, un groupe de pression juif américain, ont effectué ce déplacement en compagnie d'autres lobbyistes américains engagés par le Royaume chérifien à Washington, précise al-Monitor.

Au Maroc, la coalition a rencontré le ministre des Affaires étrangères marocain, Nasser Bourita. Une photo de cette rencontre a été d'ailleurs postée mercredi par le président de la RJC, Norm Coleman, sur son compte tweeter. Cet ancien sénateur du Minnesota, qui travaille pour le compte de la firme Hogan Lovells, a été engagé en 2018 comme lobbyiste de l'Arabie Saoudite à Washington.

Sur cette photo le chef de la diplomatie marocaine apparaît également aux côtés de Matt Brooks directeur exécutif de la RJC, d'Ari Fleischer ancien secrétaire de presse de la Maison-Blanche, d'Elliott Abrams, ancien conseiller adjoint à la sécurité nationale et d'Andrew King lobbyiste de la firme Glover Park Group, engagée par l'ambassade du Maroc à Washington pour polir l'image du Royaume aux Etats-Unis. A Washington, la RJC s'est refusée à tout commentaire sur cette rencontre intervenant sur fond de révélations sur une prochaine visite du Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu au Maroc. Selon des médias israéliens, la visite de Netanyahu à Rabat aurait lieu le 30 mars, juste après une visite du Pape François dans le pays africain.

«Mon seul commentaire est que j'ai beaucoup d'amis au Maroc, en particulier parmi la communauté juive, et que je suis heureux de les revoir», a répondu Elliott Abrams aux sollicitations d'al-Monitor.

Abrams a été nommé vendredi par le département d'Etat comme nouvel émissaire des Etats-Unis pour le Venezuela chargé de «contribuer à la restauration de la démocratie» dans ce pays d'Amérique latine.

Page 6

Colloque sur Arkoun (Tizi Ouzou)

## Une pensée pour un Islam rénové à l'abri des surenchères

Page 15



Aucune date n'a été fixée pour sa généralisation

## Permis à points, un projet à la traîne

Aucune échéance n'a encore été arrêtée pour l'application du permis à points. Selon le directeur du Centre national de prévention et de sécurité routière, Ahmed Naït El Hocine, la généralisation du permis de conduire électronique biométrique intervient d'abord avant de passer au permis à points.



Par Karim Nacer

Après Alger et Laghouat, retenues comme wilayas-pilotes, le processus pour la généralisation du permis de conduire biométrique sera lancé incessamment dans le reste des wilayas du pays, a indiqué M. Naït El Hocine au forum d'El Moudjahid. S'agissant des délais fixés pour la généralisation de ce service sur l'ensemble du territoire, il a fait savoir qu'il est difficile de se prononcer sur une date précise. «Nous avons commencé par la wilaya d'Alger en avril dernier. Nous avons entamé son déploiement vers l'ensemble des wilayas du pays et ce, selon un planning préétabli par le ministère de l'Intérieur», détaille-t-il.

Quant à la Délégation nationale à la sécurité nationale qui gèrera les trois fichiers : permis à points, carte grise et les contraventions, le directeur du Centre national de prévention et de sécurité routière rassure que le texte du décret exécutif portant mission et organisation de cet organe est fin prêt et sera incessamment promulgué.

samment promulgué.

Dressant un bilan comparatif des accidents de la route entre 2017 et 2018, le même responsable indique que les accidents de la route connaissent une baisse depuis deux ans.

Les statistiques établies pour les 11 premiers mois de l'année 2018 font état de 22 991 accidents, qui se sont soldés par la mort de 3 310 personnes et de 32 570 blessés, contre 25 038 accidents, ayant fait 3 639 morts et 36 287 blessés en 2017. Les accidents corporels sont en baisse de 8,18%, de 9,04% pour le nombre de morts et 10,24% pour les blessés. Cette baisse des indicateurs de la sécurité routière est, selon lui, le résultat d'un travail de sensibilisation et de contrôle exercé sur le terrain.

Selon le directeur du Centre national de prévention et de sécurité routière, Ahmed Naït El Hocine, le facteur humain reste la cause prédominante. Plus de 96% des causes des accidents sont dus essentiellement au non-respect des règles de la circulation routière à leur tête l'infraction liée à l'excès de vitesse avec

près de 19,64% des causes des accidents.

L'Etat de véhicule est impliqué à 2,39% dans les accidents de la circulation. Quand à l'état de l'infrastructure routière et conditions atmosphériques, ils sont impliqués à 1,59% dans ces accidents. Il évoque aussi, le profil des conducteurs impliqués dans les accidents de la route d'où ressortent essentiellement les jeunes entre 30 et 39 ans. Ils représentent 28,21% des conducteurs impliqués dans ces accidents, fait-il remarquer.

Pour les véhicules impliqués, il ressort, selon le même bilan, que les véhicules légers sont impliqués dans 70,09% des accidents de la circulation. Aussi, selon les données statistiques du Centre national de prévention et de sécurité routière, les titulaires des permis de conduire de deux ans restent un facteur remarquable. Les titulaires de permis probatoire représentent près de 23,49% des conducteurs impliqués durant les 11 premiers mois de 2018, soit 50 066 conducteurs. Les titulaires de permis de deux à cinq ans représentent,

pour leur part, 24,47% des conducteurs impliqués. Les sans-permis représentent 10,75% des conducteurs impliqués avec 2 319 accidents. Selon la profession, les chauffeurs professionnels sont aussi impliqués dans 2 461 accidents, représentant 16,05%. Evoquant les transports des voyageurs et des marchandises, souvent impliqués dans de tragiques accidents de la circulation routière, Ahmed Naït El Hocine indique que ce phénomène est «préoccupant». Il précise également, que plusieurs mesures ont été prises, notamment le fractionnement des trajets et l'obligation de disposer d'une doublure pour le conducteur. Cette mesure est appliquée depuis quelques temps. Cependant, cette mesure reste transitoire en attendant l'entrée en vigueur du chronotachygraphe. «Ce système va offrir plus de fonctionnalités et permettre aux services de sécurité plus de visibilité sur le temps de conduite, le temps de repos ainsi que sur la vitesse pratiquée», explique-t-il.

K.N.

A travers les différents postes frontaliers

## Saisie de 1 305 kg de cocaïne l'année dernière

Les Douanes algériennes ont saisi, durant l'année 2018 à travers les différents postes frontaliers, et en coordination avec l'ensemble des corps de la sécurité, 1 305 kg de cocaïne et plus de 4 millions d'euros, selon un film documentaire diffusé à l'occasion de la célébration de la Journée internationale des Douanes, célébrée dans la wilaya de Blida.

Dans le cadre de sa lutte contre la drogue, tous types confondus, les services des Douanes ont mis en échec des tentatives de trafic d'importantes quantités soldé par la saisie de 1 305 kg de cocaïne, 1 985 kg de kif traité, 123 250 comprimés de psychotropes, 30 898 cartouches de cigarettes, 168 550 litres d'essence, 36 munitions et 14 fusils de chasse.

Quant aux infractions relatives au change et au mouvement des capitaux, les services douaniers ont opéré la saisie de 4,5 millions d'euros, 43 600 dollars et 9 445 000 DA.

Selon le bilan donné dans ce documentaire, les mêmes services ont arrêté 7 225

personnes impliquées dans des activités de trafic et de fraude et saisi 904 moyens utilisés. La valeur des saisies opérées est estimée à 1 026 milliards de DA, soit une augmentation supérieure à 2% par rapport à 2017.

En vue d'encourager les agents et cadres douaniers à redoubler d'efforts, il a été procédé, aujourd'hui et pour la première fois, à l'octroi d'indemnités à leur profit en récompense des opérations de qualité menées dans le cadre de la prévention contre les crimes économiques, conformément aux dispositions de l'article 5 du décret exécutif 03-36 du 3 novembre 2003 portant application des dispositions de l'article 302 du Code des Douanes.

Dans le cadre des festivités officielles de la journée internationale de la Douane, il a été procédé à la remise de la médaille de mérite décernée par l'Organisation mondiale des Douanes (OMD), en sus de primes aux différentes équipes ayant réalisé des opérations de qualité, à l'instar de la brigade rele-

vant de la direction régionale des Douanes de Tébessa, qui a saisi 4 000 caméras de surveillance.

Lors de cette cérémonie, la brigade relevant de la direction régionale des Douanes d'Alger Extérieur a été honorée pour la saisie de plus de 1 million d'euros ainsi que celle de la direction régionale des Douanes de Tébessa pour la même saisie (1 million d'euros) au niveau de poste frontalier de Biita et celle relevant de la direction régionale des Douanes de Laghouat pour la saisie de plus de 189 kg de drogue.

Présidée par le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya, la cérémonie de célébration de la Journée internationale des Douanes a eu lieu en présence du directeur général des Douanes, Farouk Bahamid, de la ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Fatima-Zohra Zerouati et du secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (Ugta), Abdelmadjid Sidi Saïd.

Reda A.

FCE

## Ali Haddad nie l'exclusion de Laïd Benamor

Par Rachid Chihab

Le président du Forum des chefs d'entreprises (FCE), Ali Haddad a nié catégoriquement l'exclusion de Mohamed Laïd Benamor du FCE. Il a précisé dans un communiqué, rendu public hier, que tout ce qui a été dit sur cette affaire n'a aucun fondement. Il a rassuré que le concerné assure pleinement ses fonctions au sein du FCE. «Le Forum des chefs d'entreprises dément les allégations rapportées par certains médias selon lesquelles des membres de la direction auraient été exclus à l'instar de Mohamed Laïd Benamor, vice-président du FCE chargé du développement de l'agriculture et de l'agro-industrie dont l'engagement au sein du FCE est permanent et sans faille», indique le document.

Il ajoute : «Aucun des membres de la direction n'a fait l'objet d'une quelconque sanction et l'exclusion ne fait pas partie de la culture de notre organisation qui reste ouverte à tous les entrepreneurs. Nous tenons à réaffirmer que le Forum des chefs d'entreprises est fort par la mobilisation de l'ensemble de ses membres à travers le territoire national». Toujours durant la journée de samedi, le FCE a organisé une rencontre d'évaluation des premières étapes relatives au processus de changement de son statut.

Cette rencontre a été marquée par le ralliement de quatre Fédérations sectorielles relevant des secteurs du Btph, des services, de la transformation industrielle et de l'industrie pharmaceutique.

Tout en se félicitant du renforcement des rangs du FCE, Ali Haddad a, à cette occasion, réaffirmé le soutien du Forum des chefs d'Entreprises au président de la République, Abdelaziz Bouteflika.

Par ailleurs, il a appelé l'ensemble des membres à se mobiliser pour mettre en œuvre le programme d'action du FCE pour les prochaines années dans l'unité, la cohésion et la solidarité dans le seul intérêt de l'économie nationale.

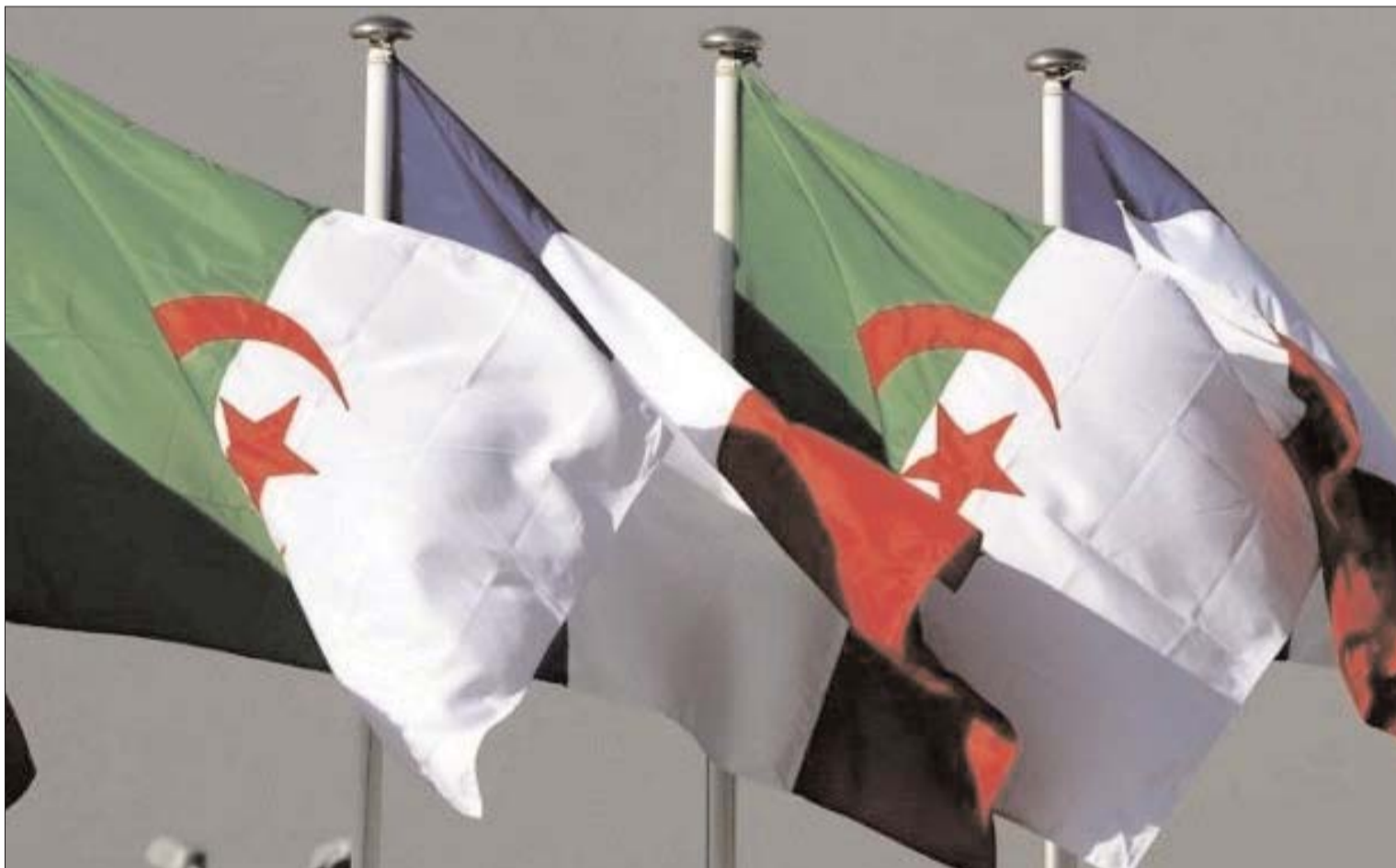
Pour rappel, le FCE a introduit, la fin de l'année dernière, une demande au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale pour changer son statut juridique de sorte à passer du statut d'association de chefs d'entreprises à celui de syndicat des chefs d'entreprises. Selon le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mourad Zemali, le dossier de demande de changement de statut est conforme à la loi algérienne en vigueur. En d'autres termes, le FCE aura son agrément de syndicat des chefs d'entreprises.

R.C.

Relations algéro-françaises

# La «normalisation» tributaire du règlement de la question de la mémoire

La question de la mémoire demeure toujours un « frein » pour les relations algéro-françaises. Ce constat est confirmé par le ministre des Moudjahidine, Tayeb Zitouni, qui a réaffirmé, à Alger, qu'entretenir des relations normales avec la France était tributaire du règlement de la question de la mémoire, que l'Algérie ne saurait abandonner.



Par S. A. Mohamed

Invité du Forum du quotidien arabophone *Ech Chaâb*, M. Zitouni a réitéré que «les relations avec l'État français ne peuvent être normales tant que le dossier de la mémoire n'est pas réglé, rappelant que «l'Algérie n'a fait que défendre son droit à l'existence» durant sa résistance au colonisateur français, un droit soutenu par de nombreux Français, a-t-il dit. Connue pour la constance de ses positions, l'Algérie «ne renoncera pas à son droit» et ne se taira pas face aux crimes, au demeurant «imprescriptibles», perpétrés par la France à l'encontre du peuple algérien», a soutenu le ministre. A ce propos, M. Zitouni a

indiqué que les commissions conjointes entre l'Algérie et la France travaillaient actuellement sur les dossiers en suspens, à savoir celui des Algériens disparus durant la guerre de Libération nationale, les crânes de dirigeants des résistances populaires exposés au Musée de l'homme à Paris, l'indemnisation des victimes des essais nucléaires et la restitution des archives nationales. Concernant le dossier des disparus, le ministre a avancé le nombre de «2 200 martyrs portés disparus», selon des statistiques basées sur des convocations de la police et de la gendarmerie lors de la guerre de Libération nationale, ajoutant que pas moins de «475 km» d'archives relatives à l'Algérie se trouvent en

France. Saluant, encore une fois, la reconnaissance par le président français, en septembre dernier, de la responsabilité de l'État français dans la disparition de Maurice Audin en 1957, le ministre des Moudjahidine a souligné qu'un sondage mené en France a révélé que «56% des Français ignoraient l'histoire coloniale de leur pays» en Algérie. Par ailleurs, M. Zitouni a indiqué que le ministère des Moudjahidine s'attelait, dans le cadre de la convention conclue récemment avec le ministère du Tourisme, à l'élaboration d'un Guide de tourisme historique devant regrouper les monuments témoignant de la lutte du peuple algérien contre le colonialisme français. Il a affirmé, à ce propos, que son département était prêt à

coopérer avec tous les secteurs pour l'écriture de l'histoire du mouvement national et de la Révolution et à fournir les informations nécessaires à cet effet. Par ailleurs, le ministre des Moudjahidine a fait savoir que plus de 1,2 million de personnes ont visité les musées régionaux durant 2018, ajoutant que des CD sur l'histoire de la guerre de Libération nationale ont été distribués aux établissements éducatifs à travers le pays. M. Zitouni a mis l'accent, dans ce cadre, sur l'importance de l'écriture de l'histoire par les Algériens eux-mêmes. Beaucoup de moudjahidine ont, en effet, écrit récemment leurs mémoires, mais beaucoup de travail reste à faire, car bien des pans de l'histoire de la Révolution demeurent méconnus. **S.A.M.**

Service national

## Poursuite de l'opération de régularisation

La régularisation de la situation des citoyens âgés de 30 ans et plus au 31 décembre 2014 vis-à-vis du Service national se poursuit dans de bonnes conditions, indique hier un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

«Le ministère de la Défense nationale informe que la régularisation de la situation vis-à-vis du Service national des citoyens âgés de 30 ans et plus au 31 décembre 2014, à savoir ceux nés en 1984 ou antérieurement, décidée par M. le président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, se poursuit dans de bonnes conditions», précise le communiqué.

«A ce titre, et depuis le début de cette opération jusqu'au 31 décembre 2018, le nombre de citoyens ayant bénéficié des mesures présidentielles s'élève à 259 485 citoyens, dont 3 667 résidant à l'étranger», détaille la même source.

Dans le cadre de ces mêmes mesures, 885 279 retardataires des classes antérieures à l'année 2014 ont également été régularisés pendant cette même période.

«Par ailleurs, le ministère de la Défense nationale porte à la connaissance des citoyens que «les centres du Service national, à travers tout le territoire national, continueront à recevoir et à prendre en charge, avec toute la célérité requise, les personnes concernées afin de pérenniser les actions entreprises dans ce domaine», ajoute le communiqué. (APS)

Reda A.

Election présidentielle

# 101 prétendants retirent les formulaires de souscription

Cent postulants à la candidature à l'élection présidentielle du 18 avril prochain, dont 13 chefs de partis politiques, ont procédé au retrait des formulaires de souscription de signatures individuelles, indique le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire dans un communiqué rendu public samedi.

Selon un bilan provisoire, arrêté samedi à 16 h, 101 lettres d'intention de candidature ont été déposées au ministère, soit 13 émanant de présidents de partis politiques et 88 de prétendants indépendants, précise le ministère, ajoutant que

«les concernés ont pu bénéficier des quotas de formulaires de souscription, en application des dispositions légales en vigueur».

«Les opérations se poursuivent au fur et à mesure que les demandes sont formulées et se déroulent dans de bonnes conditions», note la même source.

Les présidents de partis politiques qui ont postulé à la candidature à l'élection de la Présidence de la République sont Belaïd Abdelaziz, du Front El Moustakbel, Adoul Mahfoudh, du Parti de la victoire nationale (PVN), Ali Benflis, du parti Talaie El Hourriyet, Ahmed Gouraya, du Front des jeunes démocrates

pour la citoyenneté (Fjdc), Ali Zeghdoud, du Rassemblement algérien (RA), Guerras Fethi, du Mouvement démocratique et social (MDS), Ali Faouzi Rebaïne, du parti Ahd 54, Omar Bouacha du Mouvement El Infitah, Mohamed Hadeif, du Mouvement national de l'espérance (MNE), Abdelkader Bengrina, du Mouvement El Binaâ, Salim Khalfa, du Parti de la jeunesse démocratique (PJD), Aïssa Belhadi, du Front de la bonne gouvernance (FBG), et Abderazzak Makri, du Mouvement de la société de la paix. Concernant ce dernier, le MSP) a annoncé, samedi à Alger,

la candidature de Makri, à la présidentielle du 18 avril, à l'issue d'une décision prise «à l'unanimité» par le Majliss Echoura (Conseil consultatif).

«Le MSP est prêt pour ce rendez-vous électoral», a déclaré M. Makri à la presse, à l'issue des travaux de la session ordinaire du Majliss Echoura, ajoutant que son parti avait tracé son programme électoral «il y a une semaine». Il a indiqué, à ce propos, que «la collecte de signatures se fera au niveau des 48 wilayas» en s'appuyant sur «la grande base électorale diversifiée du parti qui comprend toutes les catégories de la société». Par ailleurs, le

président du MSP a fait savoir que la décision de participer à la présidentielle «émane de la conviction du mouvement quant à l'impératif de participer à tous les rendez-vous électoraux dans le cadre de la résistance politique», révélant que le parti n'allait pas participer, mais le dernier mot, en ce qui concerne cette décision, devait revenir au Majliss Echoura. Par ailleurs, le dernier délai de dépôt des dossiers de candidature pour l'élection du président de la République est fixé au 3 mars 2019 à minuit, avait annoncé le Conseil constitutionnel.

Bilal L.

Sur les neuf premiers mois de l'année 2018

# Hausse des prix à l'importation et à l'exportation

**Les prix à l'importation et à l'exportation des marchandises, exprimés en dinars, ont connu des hausses durant les neuf premiers mois de l'année 2018 par rapport à la même période de 2017, indique l'Office national des statistiques (ONS).**



**A**insi, les prix en dinars à l'importation des marchandises ont augmenté de 12,2%, tandis que ceux à l'exportation ont enregistré une forte hausse de 38,2% entre les deux périodes de comparaison, indique l'ONS dans sa publication portant sur l'Indice des valeurs unitaires (IVU) du

commerce extérieur de marchandises.

En termes de variation des prix à l'importation de marchandises par catégories de produits, l'ONS relève que tous les produits ont connu des hausses.

Il s'agit des prix à l'importation des combustibles minéraux, lubrifiants et produits

connexes (+30,2%), des produits chimiques et produits connexes (+14%), des boissons et tabacs (+13,9%), des articles manufacturés (+12,8%), des machines et matériels de transports (+11,2%), des matières brutes non comestibles sauf carburants (+9,3%), des articles manufacturés divers

(+8,4%), des produits alimentaires et animaux vivants (+7,5%) et des huiles, graisses et cires d'origine animale ou végétale (+3,9%).

Concernant les prix à l'exportation, quatre groupes de produits sur les sept qui constituent la structure des exportations ont enregistré des hausses durant les neuf premiers mois de l'année 2018 par rapport à la même période de 2017.

Ces quatre groupes de produits sont les combustibles minéraux, lubrifiants et produits connexes (+39,6%), les boissons et tabacs (+24,6%), les articles manufacturés (+18%) et les produits chimiques et produits connexes (+12,8%).

Quant aux trois groupes de produits qui ont connu une baisse des prix à l'exportation, ils concernent les produits alimentaires et animaux vivants (-11,3%), les matières brutes non comestibles (sauf carburants) et les huiles, graisses et cires d'origine animale ou végétale (-10,1%), ainsi que les machines et matériels de transport (-1,8%), détaille l'organisme des statistiques.

R. E.

PIB

## Une croissance globale de 0,8%

**L**a croissance globale du Produit intérieur brut (PIB) de l'Algérie a été de 0,8% au 3<sup>ème</sup> trimestre 2018 par rapport au même trimestre de l'année 2017, a appris l'APS auprès de l'Office national des statistiques (ONS).

Cependant, la croissance du secteur des hydrocarbures a reculé de 9,3% au 3<sup>ème</sup> trimestre 2018 comparativement à la même période de 2017.

Ainsi, le taux de croissance du PIB hors hydrocarbures a été de 3,3% au cours du 3<sup>ème</sup> trimestre de l'année dernière par rapport à la même période de 2017.

La croissance du PIB hors hydrocarbures a été essentiellement tirée par le secteur agricole et celui du bâtiment, travaux publics et hydraulique (Btph, y com-

pris services et travaux publics pétroliers).

En effet, le secteur agricole a enregistré une performance soutenue de 7,2%, tandis que le secteur du Btph (y compris services et travaux publics pétroliers) a réalisé une croissance de 5,9%.

D'autres secteurs ont également participé à cette performance de la croissance économique hors hydrocarbures. Il s'agit des secteurs, respectivement, de l'Industrie (+4%), des services marchands (+3,7%) et des services non marchands (+1,4%), détaille l'Office. Les services marchands sont les transports et communications, le commerce, les services fournis aux entreprises et aux ménages, ainsi que les hôtels-café-res-

taurants. Quant aux services non marchands, ils concernent les affaires immobilières, les services financiers et les administrations publiques.

Par ailleurs, l'ONS relève qu'en valeurs courantes, le PIB du 3<sup>ème</sup> trimestre 2018 a connu une croissance de 10,9% (contre 5,9% au 3<sup>ème</sup> trimestre 2017 par rapport à la même période de 2016).

Dans ce sens, l'Office précise que la hausse du niveau général des prix au 3<sup>ème</sup> trimestre 2018 a été de 10% (contre 4,9% au 3<sup>ème</sup> trimestre 2017 par rapport à la même période de 2016).

Cette hausse du déflateur du PIB s'explique essentiellement par la hausse des prix des hydrocarbures.

K. L.

Téléphonie mobile

## L'Algérie et la Tunisie vont supprimer les frais du Roaming

**L**es frais d'itinérance ou Roaming de l'utilisation du téléphone mobile seront supprimés entre l'Algérie et la Tunisie, ont annoncé, dimanche à Alger, les ministres du secteur de la Poste et télécommunications des deux pays.

«Nous avons décidé d'encourager les autorités de régulation des deux pays à inciter les opérateurs de téléphonie mobile à mettre les dispositifs techniques et les négociations commerciales nécessaires pour que leurs échanges soient transparents par rapport aux

clients qui voyagent des deux côtés des frontières sans devoir payer plus pour le roaming et d'être obligé d'effectuer un quelconque changement sur leurs appareils téléphoniques», a indiqué la ministre de la Poste, des Télécommunications, des Technologies et du Numérique, Houda Imène Feraouf, lors d'un point de presse avec son homologue tunisien, Anouar Maarouf, à l'issue des travaux de la 3<sup>ème</sup> session du Comité technique mixte algéro-tunisien pour la coopération dans le domaine de la Poste et des

TIC. De son côté, le ministre tunisien a exprimé «la volonté commune des deux pays de supprimer le Roaming, c'est-à-dire de créer ce qu'on appelle le One Network Area qui permettra aux citoyens des deux côtés de la frontière de se sentir chez eux».

Les Algériens et Tunisiens détenteurs d'un forfait voix et data «pourront donc utiliser, à l'avenir, leurs téléphones en Algérie et/ou en Tunisie sans payer de frais supplémentaires», a-t-on expliqué auprès de responsables du ministère.

Selon eux, tous les appels

émis depuis les deux pays «devaient être traités comme des appels nationaux».

Le Roaming permet à l'abonné d'un réseau téléphonique d'utiliser son téléphone dans un autre pays, grâce à des accords entre les opérateurs. Lorsqu'on passe une frontière, le téléphone se connecte automatiquement au réseau partenaire de l'opérateur téléphonique dont on dépend. Il s'agit d'un service payant, dont les tarifs, jugés souvent excessifs, sont variables d'un opérateur à l'autre.

Y. T.

## Port de Mostaganem Croissance du volume de l'activité commerciale

■ L'activité commerciale de l'Entreprise portuaire de Mostaganem (EPM) a enregistré, l'année dernière, une croissance de 40%, a-t-on appris hier auprès de la direction commerciale de cette entreprise. Les chiffres avancés par le service statistiques relevant de la direction commerciale de l'EPM font état d'une hausse de l'activité commerciale en 2018 de 431 000 tonnes par rapport à 2017 où le volume d'import et export a atteint durant cette période 1,5 million de tonnes contre un million de tonnes en 2017. Les importations ont enregistré, jusqu'à décembre dernier, une hausse de 35% et une hausse des exportations de 136% de 44 707 tonnes en 2017 à 105 928 tonnes en 2018, a-t-on indiqué. Le bilan fait état d'une baisse de l'importation de céréales de 59%, des semences de pomme de terre de 20%, des viandes rouges de 4 pc, du béton armé de 90% et des matériaux de construction de 28%. Le volume des importations de produits chimiques, de véhicules, de moyens de transport, de matériels et d'équipements a baissé face à la hausse de l'importation du bois, des plaques d'acier, du ciment et des engrais chimiques. Il a été enregistré, à la même période, l'exportation de 5 736 tonnes d'hélium, de 8 321 tonnes d'argile utilisé en batterie, de 28 364 tonnes de matériel, de 529 tonnes de pommes de terre de consommation, de 261 tonnes de dattes, de 51 tonnes de maraichers, de 392 tonnes de produits de transformation, et ce en direction des marchés européens, asiatiques et africains. L'activité des containers a été aussi relancé, soit pour l'import ou l'export, où 30 920 containers ont été déchargés pour un poids de 145 400 tonnes et 28 060 containers d'embarquement vers l'étranger soit un poids de 71 980 tonnes.

R. E.

## Complexe Sider El Hadjar Le pompage des eaux infiltrées se poursuit

■ Les eaux infiltrées aux structures du complexe Sider El Hadjar (Annaba) suite aux récentes intempéries ont été pompées de plusieurs unités et l'opération se poursuit encore au niveau du haut fourneau et des aciéries pour le second jour consécutif, a indiqué samedi le P-DG du complexe, Chamseddine Maâtallah.

Outre la mobilisation des équipements et matériels de l'Office national d'assainissement et d'équipes de la Protection civile, le groupe public mécanique a mobilisé d'importants équipements pour accélérer le pompage des eaux du haut fourneau et des aciéries, a précisé le même responsable à l'APS.

Le P-DG du complexe Sider a prévu la reprise partielle des activités productives à partir de dimanche parallèlement à la poursuite des actions de pompage et entretien des installations affectées par les infiltrations. D'énormes quantités d'eau s'étaient infiltrées au cours des deux derniers jours au complexe Sider El Hadjar situé dans la commune de Sidi Amar à la suite du débordement du cours de l'oued Berkouka passant à côté, noyant plusieurs unités et paralysant la production. Selon la direction des ressources en eau, le complexe Sider a besoin d'ouvrage pour le mettre à l'abri des crues de ce cours passant à proximité. Des infiltrations similaires s'étaient produites en 2001 et 2011 au niveau du complexe Sider paralysant son activité durant plusieurs semaines.

Salem M.

Pour lutter contre l'évasion fiscale

# Lancement de l'opération de numérisation des administrations financières

**Le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya, a annoncé, samedi à Blida, le lancement de l'opération de numérisation des administrations financières à la faveur des efforts de lutte contre le phénomène d'évasion fiscale.**



« Nos services se sont engagés dans la numérisation des administrations financières au titre des efforts d'amélioration de la communication entre les différents systèmes d'information du secteur, parallèlement à la lutte contre l'évasion fiscale et, partant, le relèvement des rentrées budgétaires », a déclaré M. Raouya, dans son allocution lors des festivités célébrant la Journée mondiale des Douanes

(26 janvier).

Le ministre, qui a lancé un appel à tous les employés du secteur en vue de « s'impliquer dans cette démarche de modernisation de leur administration », a estimé que cette opération, est susceptible, au même titre que les facilitations douanières décidées au profit des opérateurs économiques, de « contribuer à la réduction des pratiques bureaucratiques en tous genres entravant le développement du commerce et des échanges extérieurs ».

« Les facilitations douanières, décidées au profit des opérateurs économiques, notamment les exportateurs, vont contribuer à la réduction des frais douaniers, d'une part, et au développement du commerce extérieur, d'autre part », a-t-il ajouté.

M. Raouya a affirmé, en outre, l'impératif de la lutte contre toutes les pratiques bureaucratiques, conformément, a-t-il dit, aux orientations du président de la

République, M. Abdelaziz Bouteflika, visant la promotion d'une économie nationale hors hydrocarbures, tout en oeuvrant à la « facilitation des échanges commerciaux légaux, parallèlement à la lutte contre les transactions susceptibles de porter atteinte à l'économie nationale et à la cohésion sociale ».

« La diversification de l'économie nationale est un important défi à relever dans le cadre de la mise en œuvre des réformes en

cours dans différents secteurs et suivant les priorités fixées par le programme présidentiel », a soutenu le ministre, précisant que toutes les procédures visant le développement des exportations ont pour objectif de « restituer l'équilibre dans la balance des dépenses ».

« Le gouvernement algérien confère une importance extrême au développement de l'activité de l'Institution douanière en tant qu'acteur essentiel au niveau des frontières et ce, en coordination avec tous les autres acteurs impliqués dans l'opération du commerce extérieur, au double plan financier et logistique », a souligné M. Raouya.

Les festivités qui se sont déroulées en présence du directeur général des Douanes, Farouk Bahamid, de la ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Fatima-Zohra Zerouati et du secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (Ugta), Abdelmadjid Sidi Saïd, ont donné lieu à l'octroi de décisions permettant à des opérateurs économiques agréés d'ouvrir droit à des facilitations douanières et à la priorité dans le traitement de leurs marchandises au point de contrôle. La délégation hôte de Blida a également procédé à l'inauguration du nouveau siège de l'Inspection divisionnaire des Douanes de Blida, outre la remise de grades à des cadres du secteur. **R. T.**

A partir du 2<sup>ème</sup> semestre 2019

## Un système informatique pour les Douanes algériennes

Un nouveau système informatique en vue de faciliter les transactions commerciales viendra renforcer à partir du 2<sup>ème</sup> semestre 2019 la direction générale des Douanes algériennes, a annoncé, samedi à Blida, le directeur général de cette institution, Farouk Bahamid.

« Outre la garantie de permettre davantage de transparence à l'activité douanière, ce nouveau système, aux normes internationales, va contribuer à la facilitation du transport des marchandises, tout en réduisant les délais de dédouanement, synonyme d'une baisse des frais logistiques », a indiqué M. Bahamid dans son intervention à la cérémonie de célébration de la Journée mondiale de la Douane (26 janvier), à laquelle ont assisté le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya, la ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Fatima-Zohra Zerouati, et le secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (Ugta), Abdelmadjid Sidi Saïd.

« Ce projet ambitieux est le fruit de la coopération entre l'administration des Douanes algériennes et son homologue de Corée du sud, considérée parmi les meilleures à l'échelle mondiale », a-t-il souligné, ceci d'autant plus, a-t-il dit, que « celles-ci (les Douanes sud-coréennes) ont vécu les mêmes problèmes auxquels font face les Douanes algériennes actuellement », a-t-il relevé. « L'expertise nationale est l'autre facteur garant du succès de ce projet », a estimé le directeur général des Douanes algériennes, qui a fait part, à ce titre, de la signature d'une convention avec l'Entreprise d'appui au développement numérique, dans l'objectif d'assurer un encadrement au nouveau système informatique.

A cela s'ajoute la signature d'un protocole d'accord avec le courrier express portant sur la mise en service de l'application relative au site électronique pour les échanges d'informations.

Ce site électronique commun intitulé « Système d'annonce douanière » va notam-

ment permettre, selon le même responsable, « un échange immédiat de données et des messages relatifs au contrôle des données postales par les départements des Douanes ». La même convention, signée avec l'Entreprise d'appui au développement numérique, permettra aux Douanes algériennes la mise en œuvre d'un « nouveau système unique pour les prestations douanières », cristallisé sur le terrain par le système du « guichet unique ».

« L'orientation de l'activité douanière vers la numérisation est un impératif vital, rendu inévitable par les évolutions en cours dans le commerce mondial investi, depuis un temps, par les technologies numériques qui ont prouvé leur efficacité dans la facilitation des transactions commerciales internationales », a estimé M. Bahamid.

Le même responsable n'a pas manqué, à ce titre, de déplorer les « insuffisances enregistrées dans les procédures douanières au niveau des frontières, au même titre que leur inefficacité à faire face aux pra-

tiques bureaucratiques », estimant, que « la numérisation est l'outil principal dans le contrôle moderne ».

Outre la numérisation de l'administration, il s'agit, également, pour l'Institution des Douanes algériennes, selon son directeur général, de mettre en place un « système informatique pour la gestion des risques ».

« Une unité de données relatives aux voyageurs sera créée, en collaboration avec la Police des frontières, à partir de cette année 2019, et ce en application de l'article 43 de la Loi de finances 2019 », a-t-il fait savoir à ce propos.

M. Bahamid a, par ailleurs, souligné les « défis futurs que les Douanes algériennes tenteront de relever, notamment en matière de protection de l'économie nationale » et ce, en assurant un « contrôle intelligent » des frontières, a-t-il dit, aux fins d'éviter « différents risques menaçants la santé publique, à l'instar du commerce illégal d'équipements et marchandises interdits d'importation ».

**R. T.**

Raffinage pétrolier

## Abou Dhabi signe un accord de partenariat avec ENI et OMV

La compagnie pétrolière d'Abou Dhabi (Adnoc) a signé hier un accord de partenariat d'une valeur de 5,8 milliards de dollars avec les entreprises italienne ENI et autrichienne OMV, leur accordant des participations clés dans le secteur du raffinage.

En vertu de ces accords, Eni détiendra 20% et OMV 15% d'un grand complexe de raffinage aux Emirats arabes unis, Adnoc détenant les 65% restants, selon un communiqué publié par la compa-

gnie d'Abou Dhabi. L'accord prévoit également la création d'une coentreprise commerciale entre les trois sociétés pour la commercialisation des produits pétroliers raffinés sur les marchés internationaux.

L'opération valorise le raffinage d'Adnoc, qui a une capacité de 922 000 barils par jour, à 19,3 milliards de dollars, selon le communiqué. La cérémonie de signature s'est déroulée à Abou Dhabi, capitale des Emirats arabes unis, en présence du prince héritier d'Abou

Dhabi, cheikh Mohammed ben Zayed, du Premier ministre italien, Giuseppe Conte, et du ministre autrichien des Finances, Hartwig Lofer.

Dans un tweet, le chancelier autrichien, Sebastian Kurz, a rappelé qu'Abou Dhabi avait été « pendant 25 ans un investisseur dans OMV ». L'entrée aujourd'hui d'OMV dans le raffinage d'Adnoc « renforcera nos relations extrêmement étroites avec Abou Dhabi », a-t-il dit. L'accord devrait être totalement finalisé au cours du troisième

trimestre de l'exercice en cours après l'obtention des approbations réglementaires et la mise en œuvre débutera l'année prochaine.

Abou Dhabi, l'un des sept émirats de la fédération, détient plus de 90% des réserves pétrolières du pays estimées à 98 milliards de barils de brut.

L'année dernière, Adnoc a renouvelé plusieurs contrats de concession importants avec des majors pétrolières afin d'accroître la production de pétrole et de gaz

naturel. En novembre 2018, les autorités d'Abou Dhabi ont affecté une enveloppe de 132 milliards de dollars sur cinq ans pour porter la capacité de production à 4 millions de barils par jour (mbj) en 2020 et à 5 mbj 10 ans plus tard. La capacité actuelle est de 3,3 mbj.

En 2018, Adnoc a alloué 45 milliards de dollars pour développer ses activités en aval en portant la capacité de raffinage à 1,5 mbj en 2025 et en augmentant sa production pétrochimique.

**H. B.**

Sur fond de normalisation avec Israël

## La coalition juive républicaine en visite au Maroc

Les leaders de la Coalition juive républicaine (RJC), se sont rendus cette semaine au Maroc dans le cadre d'une visite inscrite sous le signe d'un rapprochement entre Rabat et Tel Aviv pour peser sur la position des États-Unis à l'égard de la question sahraouie, a rapporté la presse américaine.



Les leaders de la RJC, un groupe de pression juif américain, ont effectué ce déplacement en compagnie d'autres lobbyistes américains engagés par le Royaume chérifien à Washington, précise al-Monitor.

Au Maroc, la coalition a rencontré le ministre des Affaires étrangères marocain, Nasser Bourita. Une photo de cette rencontre a été d'ailleurs postée mercredi par le président de la RJC, Norm Coleman, sur son compte twitter. Cet ancien sénateur du Minnesota, qui travaille pour le compte de la firme Hogan Lovells, a été engagé en 2018 comme lobbyiste de l'Arabie Saoudite à Washington.

Sur cette photo le chef de la diplomatie marocaine apparaît également aux côtés de Matt

Brooks directeur exécutif de la RJC, d'Ari Fleischer ancien secrétaire de presse de la Maison-Blanche, d'Elliott Abrams, ancien conseiller adjoint à la sécurité nationale et d'Andrew King lobbyiste de la firme Glover Park Group, engagée par l'ambassade du Maroc à Washington pour polir l'image du Royaume aux États-Unis. A Washington, la RJC s'est refusée à tout commentaire sur cette rencontre intervenant sur fond de révélations sur une prochaine visite du Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu au Maroc.

Selon des médias israéliens, la visite de Netanyahu à Rabat aurait lieu le 30 mars, juste après une visite du Pape François dans le pays africain.

«Mon seul commentaire est que j'ai beaucoup d'amis au

Maroc, en particulier parmi la communauté juive, et que je suis heureux de les revoir», a répondu Elliott Abrams aux sollicitations d'al-Monitor.

Abrams a été nommé vendredi par le département d'Etat comme nouvel émissaire des États-Unis pour le Venezuela chargé de «contribuer à la restauration de la démocratie» dans ce pays d'Amérique latine.

Par ce rapprochement, Rabat espère développer des liens plus étroits avec Israël qui lui permettrait de faire une percée auprès de l'administration Trump. Il faut dire que les déclarations du chef du National Security Council, John Bolton, sur le Sahara Occidental, ont provoqué la panique au Maroc. Le Conseiller à la sécurité de

Trump qui s'est dit en décembre frustré par le blocage du processus de paix, n'a pas caché son désarroi face aux entraves qui ont empêché la tenue d'un référendum d'autodétermination au Sahara occidental.

Selon les informations recueillies par le site américain, la rencontre de Bourita avec la coalition juive républicaine vise à susciter le soutien d'Israël à la prétendue revendication du Maroc sur le Sahara occidental. Rabat a toujours noué des relations étroites avec les lobbys pro-israéliens aux États-Unis tel que l'American Jewish Committee (AJC), l'Organisation des fédérations juives de l'Amérique du Nord (Jfna) ou l'influent Aipac (American Israel Public Affairs Committee). **R. I.**

Crise libyenne

## Le retour des déplacés nécessite des financements importants

■ Le retour des déplacés dans leurs villes en Libye «nécessite un plan de développement et des financements importants pour la reconstruction» des villes dévastées par le conflit ou les combats entre milices, selon le gouvernement d'union nationale libyen (GNA).

«A maintes reprises, la communauté internationale a fait des promesses pour aider à la reconstruction des villes sinistrées mais rien n'a été concrétisé», déplore Youssef Jalala, ministre des Affaires des populations déplacées du GNA, cité par des médias. Selon le gouvernement d'union nationale libyen, reconnu par la communauté internationale, plus de 1 800 familles ont été déplacées par les combats entre milices rivales depuis août dernier.

Les combats ont provoqué le déplacement de 1 825 familles qui se sont réfugiées dans les villes voisines ou dans d'autres quartiers plus sûrs, dans la capitale Tripoli, selon le ministère des affaires des déplacés.

Un tiers des familles coincées dans les combats ont refusé de quitter leurs maisons par crainte d'actes de pillage et de vols. Une grande partie de ces familles restées sur place avaient un besoin urgent de nourriture et d'eau, selon un rapport du ministère, qui faisait état d'attaques contre les secouristes et de «vol» d'ambulances, sans préciser les auteurs de ces agressions.

Les combats opposaient des groupes venus de Tarhouna et Misrata (ouest) à des milices armées tripolitaines. L'ONU, qui tente depuis des années d'arracher un accord entre les différents acteurs politiques en Libye, encourage sur le terrain à un travail de réconciliation au sein de population, prônant notamment un retour des déplacés chez eux. Dans ce cadre, un accord de réconciliation a été signé en 2015 entre les villes du Djebel Nefoussa, permettant ce retour, avec des promesses d'aide financière à la clé.

Human Rights Watch (HRW) a tiré la sonnette d'alarme, jeudi, sur le sort des habitants déplacés de Taouarga (nord-est). Selon elle, la plupart des 48.000 habitants de cette ville n'ont pu revenir chez eux depuis sept ans. «Le GNA est tenu de faciliter le retour volontaire, sûr et digne des personnes déplacées dans leurs foyers et de les aider à retrouver leurs maisons et leurs biens», a indiqué l'ONG dans un communiqué.

Pour le gouvernement, les difficultés financières sont les principales entraves à la reconstruction des villes comme al-Goualiche, perchée sur les hauteurs du Djebel Nefoussa, à 120 km à l'ouest de la capitale Tripoli, et qui compte moins de 10 000 habitants. Cette localité qui était alors la cible des «bombardements continus de l'Otan», présente un paysage de désolation : maisons calcinées balayées par le vent et la poussière, pas d'accès aux services de base, écoles détruites ou inutilisables depuis les événements de 2011, ont rapporté des médias.

«Les habitants attendent les indemnités pour pouvoir réparer leurs maisons et les rendre salubres», explique Said Amer, le maire de la ville. «Certaines familles sont obligées de vivre dans des maisons calcinées, ne réalisant pas le risque que cela représente pour leur santé et celle de leurs enfants», s'inquiète-t-il. Outre les infrastructures publiques, la mairie d'al-Goualiche a recensé, selon le maire, 1 600 dossiers d'indemnités aux familles toujours en suspens. **B. L.**

Brexit

## Le gouvernement engage des discussions sur l'extension des séances au Parlement

Le gouvernement britannique a annoncé hier avoir engagé des discussions afin d'étendre le nombre et la durée des séances de débats au parlement pour s'assurer d'un temps suffisant pour adopter tous les textes nécessaires avant le Brexit (sortie du Royaume-Uni de l'UE).

«Nous sommes conscients qu'il s'agit d'un calendrier exigeant. Par précaution, nous sommes donc en discussion préliminaire au sujet de l'allongement de la durée des séances, mais uniquement si cela s'avère nécessaire», a indiqué un porte-parole du gouvernement.

Les débats pourraient ainsi se prolonger jusqu'à minuit les lundis, être allongés de près de cinq heures les mardis, ou se tenir le vendredi - ce qui n'est habituellement pas le cas - jusqu'à la date du Brexit, le 29 mars prochain. La pause parlementaire de huit jours, du 15 au 24 février, pourrait, elle, être

supprimée.

«Tous les députés auront la possibilité de débattre et de voter avant toute extension du calendrier», a précisé le porte-parole. «Nous reconnaissons la nécessité d'équilibrer ce calendrier avec le travail des députés dans leur circonscription, ainsi que l'importance de la vie de famille», a-t-il ajouté.

Sur les 13 lois qui doivent être adoptées avant le Brexit, cinq ont été promulguées, huit doivent toujours être votées, et les débats n'ont pas commencé pour certaines, dont les textes portant sur l'environnement et le bien-être animal, selon les données compilées par le centre de réflexion Institute for Government.

«J'ai encore l'impression qu'avec le soutien des deux Chambres, la Chambre des communes et la Chambre des lords, avec de la bonne volonté et de la détermination, nous pouvons encore passer ces lois dans

les temps», a déclaré à la presse la ministre des Relations avec le Parlement, Andrea Leadsom.

En parallèle, Downing Street envisage également l'introduction de la loi martiale, en cas de perturbations après un éventuel Brexit sans accord.

Un couvre-feu, des interdictions de voyager ou le déploiement de l'armée pourraient être décidés, dans le cadre du Civil Contingencies Act de 2004, pour empêcher des troubles, alors que la société britannique s'interroge des conséquences d'un «no deal».

«La Première ministre a déclaré qu'il y aurait des perturbations en cas de sortie sans accord», a convenu un porte-parole de l'exécutif. «Mais en tant que gouvernement responsable, nous prenons les mesures appropriées pour minimiser ces perturbations et veiller à ce que le pays soit préparé», a-t-il ajouté. **R. I.**

La semaine prochaine

# Installation de la commission thématique sur la santé des enfants

La déléguée nationale auprès du Premier ministre, chargée de la protection et de la promotion de l'enfance, Meriem Cherfi, également présidente de l'Organe national de protection et de promotion de l'enfance (Onppe) a annoncé, mercredi à Boumerdes, l'installation, programmée pour la semaine prochaine, de la Commission nationale thématique sur la santé des enfants.



**D**ans une déclaration à l'APS, vendredi, Mme Djebali a souligné l'importance d'ouvrir de nouvelles classes dans le cycle préscolaire (préparatoires) au profit des enfants de moins de 6 ans au niveau des écoles coraniques de la capitale, en particulier les enfants souffrant d'autisme.

«Une Commission nationale thématique relative à la santé des enfants sera installée la semaine prochaine, en coordination avec le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière», a indiqué Mme

Cherfi dans une déclaration à la presse, en marge d'une visite d'inspection de nombreuses structures relevant de son secteur.

Cette commission, constituée de médecins et de spécialistes du domaine, «va s'atteler, tout au long de cette année, à l'examen de thèmes (choisis par ses membres) axés sur la santé mentale chez les enfants», a-t-elle indiqué.

«D'autres commissions thématiques seront installées durant cette année 2019 au niveau de l'Onppe» parmi lesquelles, a-t-elle fait savoir, la commission de l'éducation, la

commission de la société civile et la commission des affaires juridiques.

Selon Mme Cherfi, la mission principale de chacune de ces commissions futures est de «réaliser des études de terrain soutenues par des statistiques liées au thème dont elles ont la charge, tout en proposant des solutions et des programmes d'action. Lesquels études et programmes d'action seront soumis pour approbation par le comité de coordination permanent de l'Onppe, conformément au décret exécutif régissant cet organe» a-t-elle expliqué.

La présidente de l'Onppe a également signalé l'introduction de ces mêmes études et programmes d'action dans le rapport annuel de son Organe relatif à la situation des droits de l'enfance en Algérie, qui sera soumis au Président de la République. Sachant que «le rapport annuel de 2018 a été finalisé et sera bientôt soumis au Président de la République», a souligné Mme Cherfi.

La déléguée nationale pour la protection de l'enfance a, par ailleurs, fait part de visites programmées en cette année 2019, au travers différentes wilayas pour faire un constat sur place de la situation de l'enfance et, partant, coordonner l'action de proximité avec le réseau des associations de la société civile, à travers le pays.

A cela s'ajoute, a-t-elle dit, la poursuite des sessions de formation, déjà lancées en 2018, au profit de toutes les parties concernées par la promotion des missions de l'Organe et de ses domaines d'intervention.

Constitué de représentants de 16 départements ministériels concernés, outre les services de sécurité, la Protection civile et la société civile, l'Organe national de protection et de promotion de l'enfance a pour mission, selon sa présidente, d'«intervenir pour protéger les enfants contre toute atteinte» grâce aux signalements qui lui parviennent à travers le numéro vert 11-11, notamment.

Elle a expliqué que ces appels sont directement transférés aux services de milieu ouvert pour prendre les mesures qui s'imposent ou, à défaut, au juge des mineurs, chargé de la protection de l'enfance, ou alors au ministre de la Justice, garde des Sceaux, dans le cas où le signalement comporte une qualification pénale.

La présidente de l'Onppe a entamé sa visite à Boumerdes par l'inspection du service pédiatrique de l'hôpital de Thénia (est de la wilaya), avant de se rendre à un établissement privé d'accueil de la petite enfance à Corso (au nord de la région).

R. D.

Allocation forfaitaire de solidarité

## Une enveloppe de 47 milliards de dinars consacrée

**U**ne enveloppe financière dépassant les 47 milliards de DA a été consacrée, au titre de l'année 2019, à l'allocation forfaitaire de solidarité (AFS) au profit de plus de 959 000 bénéficiaires, a indiqué le secrétaire général du ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Rabah Hamdi.

Los d'une conférence de presse consacrée au bilan des actions du secteur, M. Hamdi a fait état de 15 000 bénéficiaires supplémentaires de l'AFS en 2019, ce qui donne un total de 959 883 bénéficiaires auxquels est consacrée une enveloppe de plus de 47 milliards de DA, en plus de la couverture sociale.

Le dispositif de l'AFS, géré par l'Agence de développement social (ADS), sous la tutelle du ministère, compte parmi les plus importants programmes de soutien social mis en place par l'Etat pour prendre en charge les catégories sociales, sans ressources et inaptes au tra-

vail.

«C'est là une traduction de la volonté de l'Etat de maintenir sa vocation sociale, de ne pas renoncer à son aide et à son accompagnement en faveur des catégories vulnérables et à leur assurer la protection sociale», a-t-il soutenu.

Ce dispositif vise, a-t-il ajouté, à «garantir l'insertion sociale des catégories vulnérables et démunies dans le cadre de la lutte contre toutes formes de marginalisation et le renforcement de la cohésion sociale à travers une aide sociale directe sous forme d'allocation d'un montant de 3 000 DA par mois, outre la couverture sociale qui leur assure la gratuité des traitements et des médicaments».

Concernant le dispositif d'aide à l'insertion sociale géré par l'ADS, M. Hamdi a souligné que le nombre total des bénéficiaires atteindra 284 153 personnes, durant l'année 2019, en accordant la priorité à la prise en charge des

demandes en hausse au niveau des wilayas du Sud et des Hauts-Plateaux, pour percevoir une allocation mensuelle de 6 000 DA. Une enveloppe globale de plus de 26 millions de DA sera consacrée à cette opération, outre celle destinée à la couverture sociale de cette frange de la société.

Ce dispositif a été institué dans le cadre de la politique d'insertion sociale des personnes inaptes au travail, en situation de vulnérabilité afin de leur permettre de bénéficier de postes de travail provisoires en effectuant des travaux d'intérêt public au niveau des collectivités locales, de services techniques de certains secteurs ou encore des actions de développement local.

La durée des contrats d'insertion pour cette catégorie est de deux années renouvelables deux fois, a souligné M. Hamdi.

Evoquant, par ailleurs, un autre dispositif d'insertion sociale au profit des diplômés parmi les catégories vulnérables, dans le

cadre de la politique de l'insertion des jeunes en recherche d'emploi, titulaires de diplômes universitaire ou professionnel et âgés entre 19 et 35 ans, le même responsable a précisé que cette catégorie bénéficiait d'emplois temporaires à travers des contrats d'insertion d'une année renouvelables une seule fois. Un total de 40 710 personnes devra bénéficier en 2019 de ce dispositif qui permet d'acquérir une expérience professionnelle et favorise l'employabilité des concernés. Dans le cadre de leur insertion, au niveau des secteurs des collectivités locales, de l'Education nationale (cantines scolaires) et de la santé, ces jeunes perçoivent, outre la couverture sociale, un salaire de 10 000 DA pour les universitaires, et 8 000 DA pour les techniciens supérieurs, a expliqué le SG du ministère de la Solidarité.

Sur un autre registre, M. Hamdi a fait état de 877 525 microcrédits accordés dans le cadre de l'Agence nationale de gestion des

microcrédits (Angem) depuis sa création en 2005, avec une enveloppe financière dépassant les 56 milliards de DA. Cette opération, a-t-il ajouté, a ouvert la voie à des micro-activités ayant permis la création de plus d'un million de postes d'emploi, dont plus de 20% dans le secteur tertiaire, 17% dans l'artisanat, 13% dans l'agriculture et 8% en construction.

Un total de 176 000 femmes rurales, 1 579 handicapés et 1 819 prisonniers libérés ont pu bénéficier, grâce à l'Angem, de microcrédits pour intervenir, notamment dans l'environnement, l'aménagement des espaces verts, l'horticulture et le jardinage.

L'Angem envisage de mettre en place, en 2019, une application sur son portail électronique permettant aux demandeurs de crédits de s'inscrire sur cette interface, qui intervient pour faciliter les procédures administratives et rapprocher l'administration du citoyen, a-t-il affirmé.

B. T.

Saïda

# Plaidoyer pour la protection des zones steppiques de la désertification

**Des cadres des secteurs de l'agriculture et de l'environnement, participants mercredi à une journée de sensibilisation sur les risques de la désertification à Saïda, ont appelé à la protection des zones steppiques de ce phénomène naturel.**

Les intervenants ont mis l'accent, lors de cette journée organisée dans la commune de Ain Skhouna par le bureau de wilaya de l'organisation nationale de lutte contre la désertification et la protection de l'environnement, l'importance d'impliquer les éleveurs dans la préservation des zones steppiques de la wilaya. Le représentant du commissariat régional de développement des steppes de Saïda, Othmane Diab, a indiqué, dans son allocution, que ce phénomène menace toutes les terres steppiques à travers les communes de Sidi Ahmed, Ain Skhouna, Maamoura et Moulay Larbi.

Il a rappelé que le commissariat régional de développement des steppes a créé 10 périmètres pastoraux à travers la wilaya pour lutter contre ce phénomène aux retombées néfastes sur l'environnement et l'homme.

Ce même cadre a affirmé que les réserves steppiques plantées en Gtaf et en alfa, qui jouent un rôle important dans le maintien du couvert végétal dans les zones steppiques et fournissent de l'alimentation pour le bétail.



Il a aussi mis en exergue l'importance de ces réserves steppiques dans la création de nouveaux emplois pour les habitants de ces régions.

Le président de l'APC d'Ain Skhouna, Bouarfa Ahmed, a déclaré que le phénomène de désertification a un effet négatif sur l'économie locale et l'environnement affirmant que l'intensification du couvert végétal devra contribuer à améliorer les revenus de la commune à travers la location des périmètres pastoraux au profit des éleveurs.

Il a appelé à la nécessité de mener des campagnes de reboisement à travers les frontières des

zones steppiques. Le P/APC a salué les efforts menés par l'Etat pour la création des périmètres protégés à travers les espaces pastoraux de la wilaya.

L'inspecteur régional de l'Office de mise en valeur agricole, Ahmed Dine, a mis en exergue la nécessité d'unir les efforts pour lutter contre ce fléau écologique dangereux menaçant des terres steppiques, insistant sur la protection de ces terres. Il a également salué

les efforts déployés par l'Etat pour préserver des zones steppiques, lutter contre la désertification par la mise en place de programmes de reboisement, intensifier le couvert végétal.

Un membre du bureau de wilaya de l'organisation nationale de lutte contre la désertification et pour la protection de l'environnement, Saïfi Khaled, a fait savoir que cette journée de sensibilisation est organisée pour sensibiliser sur l'im-

portance de préserver des zones steppiques, des périmètres pastoraux du danger de désertification.

D'autres journées seront organisées prochainement sur les risques de désertification dans les communes de Moulay Larbi, Maamoura et Sidi Ahmed en vue de sensibiliser des éleveurs de l'importance de réserver ces zones steppiques.

T. G.

Tiaret

## Distribution d'aides à des enfants orphelins

Une opération de distribution de couvertures, de vêtements et de trousseaux scolaires a été lancée, samedi à Tiaret, au profit de 300 enfants orphelins du secteur de l'éducation, à l'initiative de la Mutuelle nationale des travailleurs de l'éducation et de la culture (Munatec) de la wilaya. Le président de la commission de solidarité à la Munatec, Noureddine Foughali, qui a présidé le lancement de cette initiative, a annoncé que la campagne lancée de Tiaret sera généralisée à toutes les wilayas du pays.

Il a indiqué, au passage, que la Munatec prend en charge, au niveau national, plus de 9.900 orphelins, enfants de travailleurs

des secteurs de l'éducation (90 pc) et de la jeunesse et des sports, de la culture, de la formation professionnelle et de l'enseignement supérieur, en leur accordant des pensions et une couverture sociale, en plus des malades et ayant droits.

En outre, il a fait savoir que la mutuelle réfléchit sur des projets à concrétiser dont celui de création de centres médicaux régionaux disposant de spécialistes et d'équipements sophistiqués pour réduire les coûts des soins aux travailleurs du secteur et ayant droits.

Le même responsable a fait savoir que l'adhésion à la Munatec a augmenté dernièrement suite à l'utilisation de la

carte Chiffa, signalant que le nombre d'adhérents a atteint 300.000 au niveau national et que 12.000 dossiers de solidarité dont les assurés souffrent de maladies chroniques ou dangereuses sont pris en charge. La Munatec dispose de 12 structures hôtelières offrant des prestations aux travailleurs de l'éducation à longueur d'année. «Il est attendu l'ouverture d'une nouvelle structure prochainement à Béchar en plus du réaménagement de ce genre de structures à Guelma, Khenchela et Oran», a-t-il dit. La mutuelle emploie 1.000 employés et fonctionnaires au niveau national, a ajouté la même source.

Bilal L.

## Protection de l'environnement à Ouargla Lancement du second concours de collecte des déchets en plastique

La seconde édition du concours de collecte des déchets en plastique vient d'être lancée dans la wilaya d'Ouargla à l'initiative de la direction de l'environnement, a-t-on appris auprès de cette instance.

Visant l'ancrage de la culture d'hygiène et de protection de l'environnement des facteurs de pollution et de dégradation, ce concours, s'étalant entre les mois de janvier et d'avril de cette année, cible l'ensemble des établissements scolaires, de la formation professionnelle, les structures juvéniles, les restaurants, les salles de fêtes et les structures hôtelières éparpillées à travers le territoire de la wilaya, a-t-on précisé.

L'initiative a pour objectif aussi d'éveiller la conscience de la protection du milieu environnemental des facteurs de la pollution, de consolider la culture de recyclage des déchets en plastiques, aux avantages économiques et d'ancrer l'éducation environnementale chez les jeunes générations et les amener à réagir positivement avec les questions de protection de l'environnement, a-t-on souligné à la direction de secteur.

Ce concours sera mis à profit, en sa dimension économique, pour sensibiliser les opérateurs locaux et encourager les petites et moyennes entreprises, montées au titre des dispositifs d'emploi, sur l'importance du recyclage et de récupération, susceptible de constituer un moyen d'investissement utile à même de contribuer à la surexploitation des ressources naturelles.

Plus de trois (3) tonnes de déchets plastiques avaient été collectées à travers la wilaya d'Ouargla dans le cadre de la première édition de cette initiative menée entre le 15 novembre 2017 et le 15 mars 2018 à travers 43 établissements éducatifs, a-t-on rappelé.

Le pris de ce concours est revenu à l'école primaire «Taleb Hamza» de la commune d'Ain El-Beida, périphérie de Ouargla, pour ses efforts couronnés par la collecte de 348,73 kg de déchets en plastiques.

R. H.

Boumerdes

## Un mort et deux blessés dans un accident de la route à Corso

Une personne est décédée et deux autres ont été blessées dans un accident de la route survenu, dans la nuit de vendredi à samedi à Corso, à l'Est de Boumerdes, a-t-on appris des services de la protection civile de wilaya. L'accident est survenu aux environs de 21H30mn, de la nuit dernière, lors du dérapage d'un véhicule touristique au niveau de l'évitement reliant la cité Berrahmoune de la commune de Corso (à l'Ouest) à la RN5, a-t-on ajouté de même source. Les trois victimes de cet accident, qui se trouvaient toutes à bords du véhicule, ont été transportées au service des urgences de la ville de Boumerdes, où les deux blessés ont été pris en charge.

Reda A.



Afghanistan

# Les pourparlers de paix Etats-Unis/taliban progressent

Les Etats-Unis et les taliban ont fait état samedi de « progrès importants » au bout d'une semaine de pourparlers de paix pour mettre fin à 17 années de guerre en Afghanistan, même s'ils butent toujours sur certains obstacles majeurs.

Le représentant spécial des Etats-Unis pour la réconciliation en Afghanistan, Zalmay Khalilzad, s'est dit satisfait après six jours de dialogue au Qatar. « Les rencontres ici ont été plus productives qu'elles ne l'avaient été par le passé. Nous avons fait des progrès importants sur des enjeux cruciaux », a-t-il tweeté.

Interrogé par l'AFP, un haut gradé des talibans basé au Pakistan a partagé cet optimisme, assurant que les deux camps étaient « tombés d'accord sur des points majeurs ». « Nous avançons et nous avons déjà fait beaucoup de progrès », a-t-il ajouté.

Le ministre des Affaires étrangères du Qatar, cheikh Mohamed ben Abdulrahman Al-Thani, a également fait part de progrès accomplis : « Ces progrès sont une étape importante dans l'histoire de la paix et de la réconciliation en Afghanistan », a-t-il tweeté.

« Nouvelles encourageantes », a commenté le secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo sur Twitter. « Les Etats-Unis s'impliquent pour trouver la paix, en empêchant l'Afghanistan d'être encore un refuge du terrorisme international et en ramenant nos soldats à la maison ».

L'administration de Donald Trump a entamé à l'été 2018 des discussions d'abord très discrètes avec des représentants des insurgés afghans à Doha, où les talibans disposent d'un bureau de représentation dédié à ces initiatives diplomatiques. Après plusieurs séances de négociations, Washington a fini par admettre que Zalmay Khalilzad avait eu des contacts directs avec les talibans.

Et cette semaine, les discussions au Qatar ont duré plus longtemps que les fois précédentes. L'envoyé spécial, qui a l'habitude de tweeter tous les



jours durant ses déplacements, était resté muet pendant toute la durée de ces nouveaux pourparlers.

« Nous allons poursuivre sur cette lancée et reprendre sous peu les pourparlers. Il y a un certain nombre de questions à régler », a-t-il finalement assuré samedi.

## Trump a hâte

Même si l'envoyé spécial américain n'a pas précisé les avancées réalisées ces derniers jours, les hypothèses qui circulent incluent un possible retrait des troupes américaines en échange de la garantie, par les taliban, de ne plus accueillir d'extrémistes étrangers ou de groupes jihadistes considérés comme terroristes par Washington ? La raison initiale de l'intervention américaine lancée après les attentats du 11 septembre 2001.

À l'époque les taliban avaient

le pouvoir à Kaboul, et la guerre déclenchée par les Etats-Unis avait pour but de les chasser et d'éliminer le réseau Al Qaïda et son chef Oussama ben Laden.

Dix-sept ans plus tard, le président Trump a hâte de retirer les troupes américaines d'Afghanistan. Il a, dans un premier temps, renoncé à le faire, sous la pression de chefs militaires qui l'ont même convaincu, à l'été 2017, d'envoyer des renforts. Mais Washington a décidé, fin 2018, de commencer à organiser le retrait de la moitié des 14 000 soldats américains déployés en Afghanistan.

S'agissait-il, déjà, d'un gage donné aux talibans avant ces derniers pourparlers ?

« Les Etats-Unis ont accepté beaucoup de nos demandes », a assuré samedi à l'AFP le haut gradé des insurgés islamistes.

Leur porte-parole Zabihullah Mujahid a précisé dans un communiqué que les « progrès » réali-

sés de lundi à samedi concernaient bien « le retrait des troupes étrangères », qui était à l'ordre du jour.

## « Résoudre les derniers différends »

Plusieurs noeuds restent toutefois à résoudre. « Il n'y a pas de résolution du conflit tant que nous n'avons pas d'accord sur tout, et ce « tout » doit inclure un dialogue entre Afghans et un cessez-le-feu complet », a prévenu Zalmay Khalilzad, laissant entendre qu'il s'agissait-là des principaux points d'achoppement. Le représentant des talibans a aussi reconnu que les deux camps cherchaient encore « un compromis pour résoudre les derniers différends », parmi lesquels la question du « gouvernement afghan ». Leur porte-parole officiel a même tenu à démentir dans son communiqué tout accord sur un cessez-le-feu ou sur de futures négociations avec « l'administration de Kaboul ». Cette question a déjà fait capoter d'autres tentatives de mettre fin au conflit par le passé : les talibans refusent catégoriquement de parler directement au gouvernement afghan du président Ashraf Ghani, reconnu par la communauté internationale. Ils le voient comme une « marionnette » des Américains, seuls interlocuteurs valables à leurs yeux tant qu'ils sont présents militairement dans le pays. « Tant qu'il n'y a pas d'accord sur la question du retrait des forces étrangères d'Afghanistan, toute avancée sur les autres sujets est impossible », a mis en garde le porte-parole des taliban. Les autorités de Kaboul ont d'ailleurs exprimé des inquiétudes ces dernières semaines face à ces discussions de paix qui leur échappent.

Pour les rassurer, l'émissaire américain a annoncé qu'il se rendait immédiatement en Afghanistan pour faire le point avec elles. **AFP**

Irak

## Quatre policiers tués dans deux explosions de bombes

Quatre policiers irakiens ont été tués hier dans deux explosions de bombes successives contre un poste de sécurité à l'entrée d'un ancien bastion terroriste au nord de Baghdad, ont indiqué des sources policières et médicales. « Vers 08h00, les policiers prenaient leur service dans un poste à l'entrée sud de Sharqat », à environ 250 km au nord de Baghdad, a indiqué Ali Dodah, le maire de cette localité reprise au groupe terroriste autoproclamé Etat islamique (EI/Daech) à l'automne 2017.

« Une bombe a explosé, tuant deux policiers et en blessant huit autres », a-t-il ajouté. Un bilan confirmé par un officier de police. Alors que des renforts et des secours arrivaient, « une seconde bombe a explosé environ une heure et demie plus tard », a ajouté M. Dodah. « Deux policiers ont été tués et trois autres blessés », a indiqué l'officier de police. Des sources médicales ont confirmé les bilans des deux explosions.

En décembre 2017, l'Irak a annoncé la « fin de la guerre » contre Daech, chassé de l'ensemble des zones urbaines et peuplées qu'il contrôlait depuis 2014. Des cellules terroristes sont toutefois encore présentes dans le pays notamment dans les zones désertiques ou montagneuses, aux abords de Sharqat. Jeudi, l'explosion d'une voiture piégée avait tué un policier près de Hawija, également l'un des derniers bastions repris à l'EI dans la zone.

Reda A.

Liban

## Le chef du Hezbollah met en garde Israël

Le chef du mouvement libanais du Hezbollah a mis en garde Israël samedi contre la persistance de ses frappes en Syrie, quelques jours après des raids de l'Etat sioniste dans le pays en guerre.

S'adressant directement au Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, le chef du Hezbollah Hassan Nasrallah l'a appelé à « faire attention dans la persistance » de ses « agissements » en Syrie.

« Ne fait pas d'erreur de jugement et n'entraîne pas la région vers une guerre ou un affrontement majeur », a-t-il dit, dans un entretien avec la chaîne de télévision al-Mayadeen.

« A tout moment, la décision peut être prise, par la direction syrienne et l'axe de résistance, de gérer autrement les agressions israéliennes », a mis en garde M. Nasrallah.

Les frappes israéliennes ont eu lieu en début de semaine, faisant 21 morts, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (Osdh).

H. A.

Syrie

# Damas dénonce les interventions militaires turques sur son territoire

La Syrie s'est élevée de nouveau samedi contre les interventions militaires de la Turquie dans le nord de la Syrie, dénonçant des « violations » d'un accord signé entre les deux voisins en 1998, a rapporté l'agence de presse Sana. Les autorités turques ont déployé dès 2016 des troupes dans certains secteurs du nord de la Syrie en crise, où elles soutiennent des groupes qualifiés de « terroristes » par Damas. Elles prônent désormais la mise en place d'une « zone de sécurité » sous contrôle turc sur les territoires syriens à sa frontière, dont ceux où est active la principale milice kurde de Syrie, les Unités de protection du peuple (YPG), qualifiée de « terroriste » par Ankara. Le président turc Recep Tayyip Erdogan a récemment affirmé que son pays avait le droit d'intervenir chez son voisin sur la base d'un accord signé en 1998 avec la Syrie, connu sous le nom de protocole d'Adana. Mais samedi, le ministère

syrien des Affaires étrangères a affirmé que la Turquie contrevient à cet accord.

« Le régime turc continue de violer l'accord, à travers son soutien au terrorisme ou l'occupation des territoires syriens par le biais de groupes terroristes qui sont à ses ordres ou directement avec l'armée turque », a indiqué une source du ministère dans un communiqué publié par Sana.

Cette réaction intervient au lendemain de nouvelles déclarations de M. Erdogan, qui a appelé à la création « dans quelques mois » de la « zone de sécurité », promettant que faute de quoi la Turquie s'en chargerait elle-même.

Les Etats-Unis avaient proposé mi-janvier la création de ce secteur sans fournir les détails de l'initiative.

L'accord d'Adana avait été signé pour mettre fin à une crise entre Ankara et Damas. A l'époque, la Turquie avait menacé la Syrie d'action militaire si elle n'arrêtait pas de soute-

nir le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, qui livre une sanglante guérilla à l'Etat turc depuis 1984) et d'abriter son chef, Abdullah Ocalan.

Avec le protocole, Damas s'était engagée à empêcher le PKK d'opérer dans le nord de son territoire, avant d'expulser Ocalan de Syrie.

Mais Ankara, qui considère les YPG comme la branche du PKK en Syrie, estime que l'accord d'Adana lui donne le droit d'intervenir sur le territoire syrien contre le PKK et ses affiliés « faute d'actions » de la Syrie contre eux.

Déclenché en 2011, le conflit en Syrie s'est complexifié avec l'implication de pays étrangers et de groupes terroristes, sur un territoire de plus en plus morcelé. Il a fait plus de 360 000 morts et des millions de déplacés et réfugiés.

Bilal L.

Nigeria

# Le président Buhari sous pression après la suspension du juge de la Cour suprême

**Le président nigérian Muhammadu Buhari était samedi sous pression internationale après sa décision de suspendre le président de la Cour suprême, à quelques semaines seulement des élections, une mesure qualifiée de tentative de "coup" judiciaire par des opposants et des acteurs de la société civile.**



L'Union européenne, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ont exprimé leur préoccupation à propos de la suspension du juge Walter Onnoghen qui, en tant que président de la Cour suprême, aurait été amené à se prononcer dans les contentieux relatifs aux élections du 16 février. Les Nigériens voteront ce jour-là pour choisir leurs président et parlementaires.

M. Onnoghen est poursuivi depuis une dizaine de jours devant le Tribunal du code de conduite, un tribunal créé spécialement pour juger les questions éthiques, pour ne pas avoir déclaré plusieurs comptes bancaires en dollars, euros et livres sterling.

Mais le moment choisi pour ces accusations et la manière dont il a été limogé ont suscité la consternation.

Dans un communiqué samedi soir, la présidence du Nigeria a déclaré être déterminée à assurer la tenue d'élections libres et justes, mais qu'elle ne tolérerait aucune ingérence dans les

affaires intérieures du pays.

"Le Nigeria se réserve le droit d'être préservé des suggestions ou interférences concernant des affaires pleinement internes", a déclaré le porte-parole de la présidence Garba Shehu.

Le président Buhari, un ancien général de 76 ans, qui brigue un deuxième mandat, est accusé d'excès de pouvoir pour avoir contourné le Parlement auquel il appartient, selon la Constitution, d'autoriser une telle mesure.

M. Onnoghen était sur le point de faire prêter serment aux juges des tribunaux électoraux. C'est son remplaçant, Ibrahim Muhammad Tanko, nommé président par intérim, qui a présidé la cérémonie samedi.

La mission des observateurs électoraux de l'Union européenne (UE) a appelé "toutes les parties à suivre les procédures légales prévues dans la Constitution et à réagir calmement aux préoccupations qu'elles pourraient avoir".

L'ambassade des Etats-Unis à Abuja s'est déclarée "profondément préoccupée" par le fait que

M. Onnoghen ait été remplacé "sans le soutien du pouvoir législatif".

La Haute Commission (ambassade) de Grande-Bretagne a également exprimé "sa sérieuse préoccupation". "Le moment choisi pour cette mesure, si près d'élections nationales (...) risque d'affecter les perceptions nationales et internationales de la crédibilité des élections à venir".

Londres et Washington avaient averti cette semaine que quiconque serait impliqué dans des fraudes ou des violences électorales en subirait les conséquences, y compris en matière de visas.

## "Tentative de coup"

Le président Buhari, du Congrès des progressistes (APC), élu en 2015 sur la promesse de mettre un terme à la corruption, était en campagne dans le sud-ouest du Nigeria samedi.

Son principal rival, Atiku Abubakar, 72 ans, du Parti Populaire Démocratique (PDP), a en revanche suspendu sa cam-

pagne durant 72 heures en signe de protestation contre la suspension du juge Onnoghen.

Vendredi, il avait qualifié cette mesure d'"acte digne d'une dictature (...), antidémocratique", en référence au passé militaire du président Buhari et à son exercice autoritaire du pouvoir dans les années 80.

Usant d'un langage similaire, l'Association du barreau nigérian (NBA), a dénoncé "une tentative de coup contre le pouvoir judiciaire nigérian".

Pour le journal indépendant Punch, la décision de Buhari pourrait déclencher "une crise constitutionnelle inutile et, peut-être, faire dérailler 20 ans consécutifs de gouvernement démocratique".

Le Nigeria avait renoué avec un régime civil en 1999, après des décennies de gouvernements militaires.

Le président Buhari a été accusé dans le passé d'utiliser l'appareil sécuritaire d'Etat contre des opposants politiques membres du PDP mais d'être moins prompt à agir contre des membres de son propre parti.

Le porte-parole du président Buhari a affirmé à propos de la suspension du juge Onnoghen que le chef de l'Etat a agi "sur ordre du Tribunal du code de conduite".

Selon la Constitution nigérienne, le président ne peut renvoyer le plus haut magistrat qu'avec l'approbation des 2/3 du Sénat.

Des organisations de la société civile ont appelé à une réunion d'urgence du Parlement pour apporter une "réponse législative" à la situation.

Mais elle provoquerait sans doute une nouvelle confrontation entre le législatif et l'exécutif, le leader du Sénat Bukola Saraki étant l'un des principaux opposants au président Buhari.

AFP

Centrafrique

## Les pourparlers de paix à Khartoum se poursuivent à huis clos

■ Les pourparlers entre de hauts responsables du gouvernement centrafricain et des chefs de groupes armés ont repris samedi et se tiennent à huis clos après la suspension observée vendredi suite à la menace des "antibalaka" de se retirer des négociations à Khartoum (Soudan), ont rapporté les médias. D'après une source proche des négociations, les pourparlers de paix ne concernent que le gouvernement centrafricain et tous les leaders des quatorze groupes armés officiellement recensés. Du côté du gouvernement, la délégation est conduite par Firmin Ngrébada, directeur de cabinet personnel du président centrafricain Faustin-Archange Touadéra. Abdoulaye Hissène, l'un des leaders rebelles les plus tenaces, s'est fait représenter.

D'après une source informée, les revendications des groupes armés portent sur la politique ou le partage des pouvoirs, la sécurité, la justice et les questions socio-économiques face auxquelles la délégation du gouvernement se dit prête à fournir des éléments de réponse. Selon des sources proches du dossier, des représentants des partis politiques (opposition, majorité et centristes), de l'Assemblée nationale, du conseil national de la médiation, de la plateforme religieuse, des associations de victimes et du Conseil national de la jeunesse se sont eux aussi déplacés à Khartoum mais n'auront pas le droit de siéger au moment des discussions.

Ouvert le 24 janvier dernier, le dialogue inter-centrafricain, s'il n'enregistre pas d'entrave, pourrait prendre fin le 2 février prochain. La signature d'un accord est prévue à Bangui. L'accord, que certains appellent déjà "trophée de la paix", pourrait être soumis à la session de l'Union africaine (UA) de février prochain.

R. A.

Côte d'Ivoire

# Ouattara garde la main sur le parti présidentiel, suspense pour 2020

Le chef de l'Etat ivoirien Alassane Ouattara, maintenu samedi à la tête du nouveau parti présidentiel RHDP qui tenait son premier congrès à Abidjan, n'a pas dévoilé ses intentions pour la prochaine élection présidentielle de 2020, tout en taclant son ex-allié, le PDCI de l'ancien président Henri Konan Bédié.

Le congrès a "entériné l'élection" de M. Ouattara comme président du Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix, selon une résolution lue devant environ 100.000 personnes rassemblées au stade Félix Houphouët-Boigny et autour de l'enceinte, dans la capitale économique ivoirienne.

Ce premier congrès ordinaire, tenu sur deux jours vendredi et samedi, a constitué le véritable lan-

cement du nouveau parti présidentiel, que ses dirigeants avaient mis sur pied lors d'un congrès constitutif en juillet 2018 en élisant déjà M. Ouattara à sa tête.

Ce nouveau "parti unifié" rassemble la formation de M. Ouattara, le Rassemblement des républicains (RDR), l'Union pour la démocratie et la paix en Côte d'Ivoire (UDPCI - six députés), et des personnalités d'autres partis.

Le président ivoirien, âgé de 77 ans, n'a pas dévoilé ses intentions quant à une éventuelle candidature à la prochaine élection présidentielle de 2020. A la foule qui scandait "nouveau mandat!", il a répondu : "Je vous donnerai ma réponse l'an prochain", précisant qu'un nouveau congrès désignera en 2020 le candidat du RHDP à la présidentielle, de façon démocratique.

tion.

Elu en 2010, puis réélu en 2015, Alassane Ouattara terminera en 2020 son deuxième mandat. La Constitution adoptée en 2016 n'autorise pas un troisième mandat, mais il existe une incertitude juridique sur l'application de cette disposition.

Il a par le passé indiqué qu'il ne briguerait pas de troisième mandat, et avait même plaidé en juillet 2018 pour un passage de relais à "la nouvelle génération". Mais depuis quelques mois, il entretient le flou sur ses intentions. "Je veux travailler à former une équipe pour qu'elle me puisse me succéder le moment venu", a-t-il déclaré samedi.

"On est satisfait de l'action d'ADO (surnom du président, NDLR), on souhaite qu'il continue

son travail", a réagi auprès de l'AFP Mamadou Traoré, un militant RHDP d'Abidjan.

"Un troisième mandat, pourquoi pas ? On souhaite qu'il en ait encore la force", a commenté Henriette Palé, une militante venue de Bouna, à 560 km au nord d'Abidjan.

Dans son discours de clôture d'une heure, M. Ouattara a galvanisé la foule. "Le RHDP est en marche, rien ne peut l'arrêter". Il est "la première force politique nationale", présente "dans tout le pays". "Le RHDP gagnera en 2020", a-t-il lancé, ovationné par ses partisans.

A mots couverts, M. Ouattara a attaqué à plusieurs reprises son ancien allié, le Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) dirigé par l'ex-président Henri Konan Bédié

(1993-99), qui a rompu en août dernier la coalition qui gouvernait depuis 2011. Les deux formations sont depuis à couteaux tirés.

Emallant son discours de références à Félix Houphouët-Boigny, le père de l'indépendance, premier président de Côte d'Ivoire (1960-1993) et icône politique de la nation, M. Ouattara a fustigé l'infidélité du PDCI, et moquant la plateforme de l'opposition que M. Bédié tente de constituer.

"Les électeurs ne veulent plus d'alliances de circonstances" "pour avoir des postes". "Nous voulons de vraies alliances, c'est cela le RHDP", a lancé M. Ouattara, se disant homme qui "respecte toujours sa parole".

Agence

# Après son recul sur le "shutdown", Trump sur un terrain inhabituel : la défaite

**Donald Trump aime bien mimer un pistolet avec ses doigts avant de lancer sa fameuse phrase: "Vous êtes viré". Mais dans sa bataille avec les démocrates au sujet du plus long "shutdown" de l'histoire américaine, il pourrait bien s'être tiré une balle dans le pied.**

L'image de marque du président doit beaucoup à la résolution qu'il a affichée quand il était la star de l'émission de télé-réalité «The Apprentice». À tel point que beaucoup ont du mal à l'imaginer autrement que comme un homme d'affaires à la dent dure.

Mais maintenant qu'il a accepté, sous la pression, de sortir de l'impasse budgétaire qui paralyse en partie depuis plus d'un mois les administrations fédérales, il est clair que la Maison-Blanche n'est pas une salle de conférence d'un magnat de l'immobilier, et encore moins un plateau de télévision.

Au bout de plusieurs semaines de ce qui a été décrit comme des bagarres de cour de récréation avec les démocrates, pendant que des centaines de milliers de fonctionnaires n'étaient pas payés, M. Trump a dû se résoudre à ce qu'il avait juré de ne pas faire : céder. Toutes les administrations devraient bientôt se remettre au travail pour trois semaines, grâce au choix de M. Trump de faire machine arrière, au moins temporairement. Son exigence d'un financement immédiat d'un mur anti-immigration clandestine à la frontière avec le Mexique attendra. Le recul est d'autant plus difficile à avaler que la journée avait commencé vendredi avec l'inculpation de Roger Stone, «vieil ami» et conseiller de longue date de Donald Trump, dans l'enquête sur les soupçons de collusion entre l'équipe de campagne du milliardaire républicain et Moscou.

La porte-parole de l'exécutif, Sarah Sanders, s'est efforcée d'afficher son calme. L'interpellation de M. Stone, depuis libéré sous caution, n'a «rien à voir avec le président et assurément rien à voir avec la Maison-Blanche», a-t-elle déclaré.



Et M. Trump a encore insisté vendredi soir sur Twitter: le recul sur le mur «n'était en aucun cas une concession». Plutôt une marque de considération de sa part pour les fonctionnaires sans salaire, selon lui.

## Quelle leçon ?

Le tempétueux New-Yorkais a bâti sa carrière sur une image de force et de confiance en soi. Et il vante constamment ses talents de négociateur.

«Mon style dans la négociation est assez direct et simple. Je vise très haut et puis je continue juste à pousser et pousser et pousser jusqu'à ce que j'aie ce que je veux», dit-il dans son livre «The Art of the Deal», qui a beaucoup fait pour son image de magnat américain par excellence.

Lorsqu'il a refusé de financer une partie du gouvernement en décembre, M. Trump

pensait que proclamer haut et fort son pouvoir exécutif forcerait le Congrès à céder à sa requête de 5,7 milliards de dollars pour le mur, une promesse de campagne phare.

Mais M. Trump, un novice en politique, avait apparemment compté sans le basculement de la Chambre des représentants vers une majorité démocrate, ce qui est le cas depuis début janvier. La présidente de la Chambre, l'habile stratège Nancy Pelosi, sa principale adversaire, a pour sa part des décennies d'expérience derrière elle. Et cela se voit. Comme l'a dit sa propre fille à CNN: «Elle est du genre à vous arracher la tête sans que vous vous rendiez même compte que vous saignez».

## Deuxième manche

Après avoir perdu la première manche, Donald Trump en promet une deuxième dans

trois semaines s'il n'a pas le financement pour son mur.

Cela pourrait signifier un deuxième «shutdown», voire une déclaration de situation «d'urgence» qui lui permettrait d'activer des pouvoirs extraordinaires afin de contourner le Congrès.

À la limite de la provocation, le chef de la minorité démocrate au Sénat, Chuck Schumer, l'a mis en garde contre un nouveau conflit. «Espérons que le président a retenu la leçon». Mais il se pourrait que pour Donald Trump, cette leçon ne soit pas la même que pour M. Schumer.

Comme le milliardaire républicain l'a dit dans un des livres signés de son nom: «Ma devise, c'est de toujours rendre la pareille. Quand quelqu'un vous baise, vous lui faites la même chose, en pire».

AFP

## Saint-Petersbourg: colère contre le défilé pour célébrer la fin du siège de Leningrad

■ L'idée semblait bonne: commémorer le 75e anniversaire de la fin du terrible blocus de Leningrad qui, de 1941 à 1944, a fait au moins 800.000 morts. Mais en décidant d'organiser dimanche un défilé militaire, les autorités ont choqué de nombreux habitants de Saint-Petersbourg.

Les opposants au défilé, qui doit rassembler 2.500 soldats et le légendaire tank T-34 près du musée de l'Ermitage, en plein coeur de Saint-Petersbourg, soutiennent que cet événement est un exemple de la propagande militariste menée par les autorités sous Vladimir Poutine.

Pour eux, cette parade insulterait la mémoire de ceux qui ont vécu des horreurs indicibles lorsque Leningrad (aujourd'hui Saint-Petersbourg) a été assiégée par les nazis pendant 872 jours entre 1941 et 1944.

"Je suis contre le militarisme", explique à l'AFP Iakov Guiliński, 84 ans, un survivant du blocus. La meilleure façon de commémorer cette épreuve serait d'observer une minute de silence, d'organiser des concerts commémoratifs mais pas de glorifier la guerre, assure-t-il. "La guerre, c'est horrible".

- "Carnaval sacrilège" -

L'ancienne capitale impériale de la Russie

compte quelque 108.000 anciens combattants et survivants du siège. Alors que la ville comptait trois millions d'habitants avant la guerre, plus de 800.000 personnes avaient succombé à la faim, la maladie ou aux bombes.

Selon de nombreux historiens, ce nombre pourrait être plus élevé. Iakov Guiliński se souvient de détails macabres, comme ce camion rempli de cadavres aperçu par la fenêtre lorsqu'il n'était qu'un enfant.

"Le véhicule les récupérait dans les rues après l'hiver", raconte-t-il. L'homme fait partie des près de 5.000 signataires d'une pétition appelant les autorités à annuler ce "carnaval sacrilège". Selon la pétition, les autorités n'ont toujours pas dressé la liste complète des morts du siège. Des milliers de militaires qui ont essayé de briser le blocus sont portés disparus et n'ont jamais été enterrés.

L'historien Viatcheslav Krassikov est aussi choqué. Pendant le siège, sa mère a dû partager un lit avec sa petite soeur, décédée, parce que leur mère était trop faible pour l'enterrer. Pour lui, organiser ces festivités militaires est similaire à faire une parade dans les camps de concentration nazis.

"Les tragédies humaines devraient être commémorées différemment", écrit-t-il dans le jour-

nal en ligne de Saint-Petersbourg Gorod-812:

"Il est étrange que ces choses simples ne soient pas claires pour certaines personnes." L'historien Daniel Kotsioubinski reproche lui à Joseph Staline d'avoir abandonné la ville et sacrifié la vie de milliers de soldats avec des tentatives bâclées de briser le siège.

"Organiser un défilé est avant tout immoral pour la mémoire de ceux qui ont péri", assure-t-il à l'AFP, estimant que toute commémoration du siège devrait surtout condamner les autorités de l'époque.

Dans un sondage en ligne réalisé par le site d'informations locales Fontanka auquel 3.000 personnes ont répondu, plus de 50% d'entre eux se sont opposés au défilé. Les autorités de la ville ont refusé de commenter ces résultats.

- "Rituel militaire" -

"Nous avons l'ordre de faire défiler un défilé et nous le ferons", a déclaré à l'AFP un responsable du ministère de la Défense basé à Saint-Petersbourg sous couvert d'anonymat. "Un défilé militaire est un rituel militaire" et non un événement festif, a-t-il insisté.

Des chars, des lance-roquettes et de véhicules d'infanterie défilent, tandis que les élèves-officiers porteront les manteaux en peau de

mouton et les bottes en feutre portées par les soldats de l'époque.

"Les 'cadets' (élèves-officiers) des temps modernes se feront probablement une bonne idée de ce que représente la défense de la patrie en hiver", a ajouté ce responsable.

Et les survivants du siège ne s'opposent pas tous au défilé. "Une parade ne peut insulter personne", estime Anna Nezvanova, 80 ans, la qualifiant de "symbole" de l'esprit toujours vivant de la ville. Selon Zinaïda Arsenieva, 84 ans, qui a vécu sous le blocus pendant deux ans, "la ville s'est battue, nous n'attendions pas passivement la mort". "C'est notre victoire commune", ajoute-t-elle.

Au-delà de ce débat, l'analyste militaire Alexandre Golts estime que le défilé illustre surtout la transformation de la Russie en un "État militariste". Le pays organise déjà trois grands défilés militaires annuels, dont le défilé principal du 9 mai et une démonstration de force navale à Saint-Petersbourg en juillet.

Selon M. Golts, le Kremlin utilise les célébrations de la victoire de l'Union soviétique sur l'Allemagne nazie pour renforcer son statut. "Le souvenir de la tragédie nationale s'est transformé en une performance patriotique optimiste", estime-t-il.

AFP

Venezuela



# Guaidó accentue sa pression, fort du soutien international

**Porté par un soutien international croissant, le président autoproclamé du Venezuela, Juan Guaidó, accentuera dimanche sa pression en faveur d'élections en convoquant une nouvelle manifestation et en offrant l'amnistie aux militaires tournant le dos au chef de l'Etat, Nicolas Maduro.**

«**N**ous continuons d'avancer, aujourd'hui les voix de ce peuple ont été écoutées par le monde qui, comme nous, croit et lutte pour la liberté et la démocratie», a lancé sur Twitter le jeune chef du Parlement contrôlé par l'opposition, rasséréiné par les nombreuses prises de position à l'international en sa faveur.

Il va désormais annoncer la date de la prochaine grande manifestation, prévue d'ici quelques jours, et appeler ses partisans à partager, via les réseaux sociaux ou en version imprimée, la loi d'amnistie promise aux fonctionnaires et militaires acceptant de le soutenir.

«Les militaires et policiers qui contribuent au rétablissement de l'ordre démocratique pourront se réinsérer dans la vie démocratique du pays», prévoit cette loi, qui offre «toutes les garanties constitutionnelles aux fonctionnaires civils et militaires» qui feraient ce choix.

La position de l'armée, principal soutien de Nicolas Maduro depuis son arrivée au pouvoir en 2013, est cruciale: si elle a réaffirmé sa loyauté jeudi, certaines fissures se dessinent dans ses rangs.

L'attaché militaire du Venezuela à Washington, le colonel José Luis Silva, a ainsi annoncé samedi à l'AFP ne plus

reconnaître Nicolas Maduro comme président légitime, et a appelé ses «frères militaires» à soutenir Juan Guaidó.

Pour Rocio San Miguel, experte en questions militaires, il est logique que le président autoproclamé lance un «appel aux attachés militaires du Venezuela à l'étranger, pour qu'ils cessent formellement de reconnaître Maduro en le traitant d'usurpateur, en échange de l'opportunité de se maintenir à leur poste et de commencer à collaborer avec la transition» vers de nouvelles élections.

#### «Le monde avec le Venezuela»

«Le monde est avec le Venezuela», a résumé sur Twitter le député d'opposition Julio Borges, en exil en Colombie.

Car samedi, des Etats-Unis et d'Europe, la pluie de soutiens à Juan Guaidó, 35 ans, n'a pas arrêté: à l'ONU, le secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo a demandé à tous les pays d'«être aux côtés des forces de liberté» et souhaité qu'ils mettent «fin à leurs transactions financières avec le régime de Nicolas Maduro».

L'Union européenne a annoncé qu'elle «prendra des mesures» si des élections ne sont pas convoquées «dans les prochains jours», mais certains de ses membres, comme la Grèce, continuent à soutenir Nicolas Maduro.

De leur côté, Madrid, Paris, Berlin, Londres, Bruxelles et Lisbonne ont lancé un ultimatum à M. Maduro, exigeant la convocation d'élections sous huit jours, faute de quoi ces capitales reconnaîtront Juan Guaidó comme président. Mais Caracas garde des soutiens à l'étranger, notamment la Russie, qui a exigé «la fin» d'une ingérence cynique et non-dissimulée dans les affaires d'un Etat souverain.

De son côté se trouvent aussi la Chine, la Turquie et Cuba, notamment.

#### Aide humanitaire

Et le gouvernement vénézuélien semble insensible à tout ultimatum: «Personne ne va nous donner des délais, ni nous dire si des élections doi-

vent être convoquées ou non», a asséné à l'ONU le ministre des Affaires étrangères, Jorge Arreaza.

L'exécutif continue d'accuser Washington d'agir en coulisses de ce qu'il considère comme un coup d'Etat et le président Maduro a décrété la fin des relations diplomatiques avec les Etats-Unis.

Mais il veut garder un minimum de relations et négocie avec eux l'ouverture de «sections d'intérêts» dans chaque pays, a annoncé M. Maduro alors qu'expirait le délai de 72 heures qu'il avait donné au personnel de l'ambassade américaine pour quitter le Venezuela.

Parallèlement, Juan Guaidó agit sur un autre front: il a demandé, dans une lettre au secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres, une «réponse internationale à l'urgence humanitaire au Venezuela».

«La situation d'urgence dans notre pays fait des millions de victimes, qui souffrent de ne pas avoir accès à la santé, à la sécurité alimentaire, à l'éducation et à la sécurité, et en raison du haut niveau de violence chronique», écrit-il.

«Nous demandons de façon urgente la coopération de la solidarité internationale, coordonnée par le système des Nations unies et ses agences associées», ajoute-t-il.

Le Venezuela, géant pétrolier, par ailleurs l'un des pays les plus violents au monde, est en plein naufrage économique, avec une inflation attendue par le FMI à 10 000 000% en 2019 et de constantes pénuries d'aliments et de médicaments.

Les mouvements de protestation contre le gouvernement Maduro ont fait 29 morts depuis lundi, selon l'ONG Observatorio Venezolano de Conflictividad Social.

Plus de 350 personnes ont été arrêtées cette semaine lors de ces manifestations, «dont 320 pour la seule journée du 23 janvier», selon l'ONU.

AFP

## Crise politique au Venezuela Les principaux scénarios

■ La crise politique au Venezuela est montée d'un cran depuis que l'opposant Juan Guaidó s'est auto-proclamé président: ce qui peut se passer désormais dépend notamment des Etats-Unis et de l'armée.

Dans un pays en naufrage économique, avec une inflation attendue par le FMI à 10 000 000% en 2019, le chef du Parlement a invoqué un vide du pouvoir pour annoncer mercredi qu'il assurait l'intérim du président Nicolas Maduro. Ce dernier s'y oppose et a réagi en rompant les relations diplomatiques avec Washington, soupçonné d'agir en coulisses.

#### Une transition

C'est la solution prônée par Guaidó: un «gouvernement de transition» avant l'organisation d'élections. Il appelle les militaires, principal soutien de Maduro, à rompre avec la «dictature» en échange d'une amnistie. Mais l'armée reste pour l'instant loyale au chef de l'Etat, au pouvoir depuis 2013, refusant de prêter main forte à un «coup d'Etat».

Si elle maintient cette loyauté, la «perspective de changement» dépendra de la capacité de l'opposition à s'unir, modérer ses attentes et accepter une «transition sur le long terme», estime Peter Hakim, du think-tank Dialogue interaméricain.

Les choses iront plus vite si les militaires virent de bord, mais cela impliquerait des amnisties pour eux et de hauts fonctionnaires vénézuéliens, pour beaucoup accusés par les Etats-Unis de corruption, de violation des droits de l'homme et de trafic de drogue.

Autre facteur pouvant accélérer la transition: si Donald Trump impose des sanctions sur les exportations pétrolières du Venezuela (dont il achète un tiers de la production, soit 510 000 barils par jour en 2018), cela porterait un coup fatal à l'économie et fissurerait la base des soutiens de Maduro, prévient le cabinet Capital Economics.

#### Maduro s'accroche

Même si l'opposition mise sur un changement de camp des militaires, «il est peu probable que cela arrive», alors que l'armée vient de réaffirmer qu'elle était derrière Maduro, souligne Michael Shifter, du Dialogue interaméricain.

«Si l'opposition ne s'unit pas et que les militaires continuent de soutenir Maduro, cela signifierait un maintien du gouvernement chaviste, sûrement avec Maduro au pouvoir», dit aussi Peter Hakim.

Le dirigeant socialiste a été réélu, jusqu'en 2025, lors d'un scrutin boycotté par l'opposition et dont le résultat a été contesté par l'Union européenne et de nombreux pays d'Amérique latine.

Il pourrait chercher un soutien financier du côté de ses alliés comme la Chine, la Russie et l'Iran, «unis plus pour contrer les intérêts des Etats-Unis qu'en raison d'un quelconque sympathie envers Maduro», estime Paul Hare, de l'Université de Boston.

Caracas livre à la Chine environ 300 000 barils par jour, en remboursement d'une dette de 20 milliards de dollars. Elle doit aussi 10,5 milliards de dollars à la Russie, selon plusieurs cabinets de consultants.

«La Chine et la Russie peuvent tenter de sauver le régime, en exigeant certaines réformes économiques sérieuses et la restructuration de l'activité pétrolière», indique Paul Hare. Mais le jeu est à double tranchant, car les créanciers pourraient aussi demander «le départ de Maduro et son remplacement par un leader moins toxique politiquement».

#### L'armée aux commandes

Si l'armée retire son soutien à Maduro et l'opposition reste divisée, les militaires pourraient prendre le contrôle, «au moins de façon temporaire», prédit Peter Hakim.

Une hausse de la «répression» ou une guerre civile ne sont pas écartées, juge Michael Shifter, et ce sont «les pires scénarios», mais aussi «les dangers d'avoir deux gouvernements parallèles».

Trump a d'ailleurs dit que «toutes les options» étaient sur la table, faisant ainsi allusion à une possible intervention militaire.

#### Une négociation

Nicolas Maduro se dit disposé à rencontrer Juan Guaidó, mais ce dernier refuse tout «faux dialogue».

Une partie de la communauté internationale plaide pourtant pour cette solution: l'UE, qui considère le mandat de Maduro comme illégitime, ne reconnaît pas non plus Guaidó comme président et appelle plutôt à créer un «groupe de contact» entre les deux camps.

Le Mexique et l'Uruguay prônent eux aussi une négociation, qui succéderait la cinquième tentative.

«Le meilleur scénario, et le plus réaliste, est celui d'une négociation prolongée entre une opposition unie et un gouvernement sur la défensive», affirme Michael Shifter, ce qui pourrait alors mener à l'organisation de nouvelles élections.

AFP

Brésil

# Près du barrage, des maisons englouties par la boue

**"Il y avait la maison d'Adelia là-bas. Et ici celle de Nilza, la vendeuse de canne à sucre, a été engloutie aussi", dit Rosilene Aganetti en montrant de la main l'immense fleuve de boue qui a coupé en deux la route, après la rupture du barrage de Brumadinho.**

« Il y avait des gens ici, des maisons. Je suis tellement abattue par cette tragédie », ajoute cette habitante de 57 ans interrogée par l'AFP dans la bourgade d'Alberto Flores.

Sur plus de 150 mètres de large s'étend un fleuve noirâtre de boue, qui par endroit dévale la pente comme le font les rapides. Des hélicoptères des pompiers, qui n'ont pas cessé leur ballet funèbre dans la nuit, tournoient dans le ciel, au-dessus de la campagne de terre ocre et de végétation luxuriante. « J'ai plusieurs amis qui étaient dans le restaurant de Vale (l'entreprise responsable du barrage) qui ont disparu », ajoute-t-elle, réprimant des sanglots. Beaucoup d'employés du groupe s'y trouvaient à l'heure du déjeuner et sont portés disparus.

« Avant j'habitais au pied du barrage, c'est là que j'ai élevé mes filles », dit cette femme dont le mari a travaillé des années pour le groupe encore mis en cause pour une tragédie dans l'Etat du Minas Gerais, dans le sud-est du Brésil.

**« Personne ne fait rien »**

C'est son mari que recherche de son côté Suely de Olivera Costa. « Je suis totalement



désespérée », hurle-t-elle alors que des hommes de la sécurité de Vale l'empêchent d'aller jusqu'au site.

« Comment voulez-vous que je sois calme s'il est déjà mort? », s'écrie-t-elle quand l'un d'eux lui demande de « se calmer ».

« Vale a détruit Mariana et maintenant ils ont détruit Brumadinho et personne ne fait

rien. Quelle sera la prochaine ville? », demande cette femme.

La rupture d'un barrage cogéré par le groupe minier à Mariana, à quelque 120 km de là, avait fin 2015 tué 19 personnes et entraîné le plus grave désastre écologique au Brésil.

Le bilan humain de la tragédie de

Brumadinho risque d'être bien plus lourd, alors que plus de 350 personnes étaient portées disparues samedi, au lendemain de la catastrophe, outre le décès confirmé de 9 autres.

William Guilherme Silva, un employé du ferroviaire de 21 ans, n'a depuis vendredi plus de nouvelles de « six ou sept connaissances, dont quelques personnes très proches », qu'il connaît « depuis l'enfance ».

Lui aussi désigne Vale comme le coupable. « Le barrage a arrêté de fonctionner en 2015 et il est resté sans maintenance », accuse-t-il. « Ils n'ont rien fait et il s'est rompu ».

À Alberto Flores, la force des torrents de débris de minerais et de terre a détérioré un pylône électrique, immergeant à demi une voiture dans un profond fossé.

Près de 200 habitants sont là quand vient la remorqueuse et contemplant en silence le spectacle désolant de ce faubourg barré par une immense cicatrice de terre noire.

Le président brésilien Jair Bolsonaro a survolé la zone en hélicoptère dans la matinée mais ne s'est pas exprimé sur place, se contentant d'un message sur Twitter dans lequel il affirme qu'il « est difficile de contempler ce paysage sans s'émouvoir ».

Le ciel, dégagé en début de journée samedi, se couvrait de nuages menaçants laissant redouter des pluies qui pourraient compliquer encore plus la tâche des secouristes.

AFP

Indonésie

## Le bilan des inondations et glissements de terrain porté à 68 morts

At least 68 personnes ont été tuées et des milliers d'autres obligées de quitter leur domicile en raison d'inondations et de glissements de terrain qui ont frappé l'île indonésienne de Sulawesi ces derniers jours, selon un nouveau bilan donné par un responsable officiel samedi. Un précédent bilan vendredi faisait état de 59 morts. Environ 6.700 personnes ont été évacuées vers des abris, des écoles, des tentes ou

des mosquées, a précisé le responsable. Le nombre d'évacués a doublé par rapport à la veille, les secours étant parvenus dans des zones isolées. Six personnes étaient encore portées disparues samedi, mais la pluie devenait moins intense que les jours précédents, a indiqué à l'AFP un responsable local des services d'aide aux sinistrés.

Le district de Gowa, au sud de l'île de Sulawesi, a été particulièrement touché par

ces intempéries, qui y ont fait au moins 45 morts. Les glissements de terrain et inondations sont fréquents en Indonésie, un vaste archipel souvent touché par des phénomènes météorologiques violents, notamment au moment de la saison des pluies. Des inondations et des glissements de terrain ont fait plus de 20 morts en octobre sur l'île de Sumatra, dans l'ouest de l'archipel.

AFP

Philippines

## Au moins 17 morts dans un attentat contre une église

At least 17 personnes ont péri dimanche dans un double attentat contre une église de l'île de Jolo, bastion de l'organisation extrémiste Abou Sayyaf dans le sud des Philippines, a annoncé l'armée dans un nouveau bilan.

L'attentat intervient deux jours après l'annonce de l'approbation massive, lors d'un référendum lundi dernier, de la création dans le sud des Philippines de la région autonome Bangsamoro, dans le cadre du processus de paix avec l'insurrection armée. La première bombe a explosé dans l'église au moment de la messe, et la seconde dans le parking quand les militaires sont arrivés, a déclaré le lieutenant-colonel Gerry Besana, porte-parole régional de l'armée.

Des photos diffusées par la police régio-

nale montrent des débris éparpillés près de l'entrée de l'église et un camion militaire endommagé. Cinq soldats et 12 civils ont été tués dans ce double attentat qui a également fait 57 blessés, a déclaré l'officier. « C'est probablement un acte terroriste ».

Il y a des gens qui ne veulent pas la paix », a-t-il ajouté. Le chef de la police nationale a de son côté fait état de 19 morts et 48 blessés. « Nous utiliserons toute la force légale pour amener devant la justice les auteurs de cet incident », a déclaré dans un communiqué le ministre de la Défense Delfin Lorenzana.

L'armée a annoncé avoir acheminé par hélicoptère certains blessés vers la ville voisine de Zamboanga. Jolo fait partie de la région autonome Bangsamoro dont la création vient d'être plebiscitée lors d'un référen-

dum. La mise en place de cette zone sur un territoire à majorité musulmane - alors que l'archipel est majoritairement catholique - vise à rétablir la paix après des décennies d'un conflit qui a fait des dizaines de milliers de morts.

Des musulmans avaient pris les armes dans les années 1970 pour réclamer l'autonomie ou l'indépendance du sud des Philippines qu'ils considéraient comme leur terre ancestrale. Cette insurrection a fait 150.000 morts. Le principal groupe rebelle, le Front Moro islamique de libération (Milf), avait signé en 2014 un accord de paix avec le gouvernement prévoyant d'octroyer l'autonomie à la minorité musulmane dans certaines parties de la grande île de Mindanao et des îles de l'extrême sud-ouest.

H. T.

Etats-Unis

## Un homme armé abat cinq personnes en Louisiane

Cinq personnes ont été tuées dans une fusillade samedi à Ascension et Livingston, près de Baton Rouge en Louisiane, a indiqué la police locale.

Le suspect, un dénommé Dakota Theriot, 21 ans, est accusé d'avoir abattu ses parents, Elizabeth et Keith Theriot, tous deux âgés de 50 ans, dans la ville de Gonzalez, a fait savoir le shérif de la municipalité d'Ascension, qui n'a pas encore pu

déterminer le motif de cet acte criminel.

Les victimes étaient vivantes au moment de l'arrivée des éléments de police à leur domicile. Le couple a été capable d'identifier leur fils comme étant le tireur, a déclaré à la presse le shérif Bobby Webre. Dakota Theriot est également suspecté du meurtre de trois autres personnes dans la paroisse voisine de Livingston.

Les victimes, Billy, Summer et Tanner

Ernest, ont été découvertes samedi matin, a ajouté le shérif, notant qu'au moins une d'entre elles était ami avec le tireur. Les autorités sont toujours à la recherche de Theriot qui est « armé et dangereux ».

Le mis en cause a été inculpé de deux chefs d'accusation de meurtre au premier degré, d'usage illégal d'arme à feu et de violation de domicile.

F. M.

## Pour avoir blessé une femme dans un accident de la route Le prince Philip exprime ses regrets

Le prince Philip, époux de la reine Elizabeth II, s'est dit « profondément désolé » d'avoir blessé une femme lors d'un accident de la route il y a dix jours, selon le tabloïd Sunday Mirror.

Le journal a publié une copie de la lettre écrite par Philip et adressée à Emma Fairweather, passagère de la Kia avec laquelle le prince est entré en collision alors qu'il conduisait sa Land Rover. « J'aimerais que vous sachiez combien je suis désolé de mon rôle dans l'accident... Je ne peux qu'imaginer que je n'ai pas vu la voiture arriver, et je suis fort contrit des conséquences », dit la lettre signée par le prince.

L'accident s'est produit le 17 janvier près du domaine royal de Sandringham, où Elizabeth et Philip passent une grande partie de l'hiver. Le véhicule que conduisait le prince est sorti d'une allée du domaine pour s'engager sur une route, est entrée en collision avec une Kia et s'est renversée.

Le prince est sorti indemne de l'accident. La conductrice d'une voiture de tourisme a eu des coupures au genou, la passagère, Emma Fairweather, a eu un poignet cassé, et le bébé qui se trouvait à l'arrière n'a pas été blessé. Mme Fairweather s'était plainte la semaine dernière dans le Sunday Mirror de n'avoir pas reçu d'excuses de la part du prince.

« J'étais quelque peu secoué après l'accident, mais j'ai été très soulagé qu'aucun de vous n'ait été grièvement blessé », a déclaré Philip dans sa missive, selon le tabloïd. « J'ai appris depuis que vous aviez un bras cassé. Je suis profondément désolé pour cette blessure », a assuré Philip. Le prince, 97 ans, a pris sa retraite de ses fonctions publiques en août 2017.

Colloque sur Arkoun (Tizi Ouzou)

# Une pensée pour un Islam rénové à l'abri des surenchères

La pensée de Mohamed Arkoun (1928/2010) prône une lecture rénovée de l'Islam qui place cette religion loin de toute surenchère idéologique, ont souligné, samedi à Tizi Ouzou, les participants à un Colloque international consacré à l'oeuvre de cet islamologue et philosophe algérien.



Intervenant à l'ouverture du colloque placé sous le thème «Mohamed Arkoun : une pensée universelle en quête d'un Islam des lumières», organisé par l'Assemblée populaire de wilaya (APW) en collaboration avec l'association Le Défi, le président de cette Assemblée élue, Youcef Aouchiche, a observé qu'Arkoun «a été l'un des premiers à procéder et à encourager une lecture scientifique de tous les aspects de l'Islam». En homme de paix et humaniste convaincu, Mohamed Arkoun prônait un dialogue permanent et

dépassionné entre les religions et les cultures et entre les humains au-delà de leurs croyances et convictions idéologiques, a ajouté M. Aouchiche qui a noté que «l'essence de son travail retrouve la totalité de son sens de nos jours, dans un contexte où il est constaté une montée de l'extrémisme de tous bords qu'il soit idéologique, identitaire ou religieux».

Aussi, cette rencontre scientifique qui se tient en présence de sa fille, du frère de Mohamed Arkoun et d'éminents chercheurs, a pour objectif de «maintenir

éveillés» la réflexion et le raisonnement critique des universitaires, des théologiens, des intellectuels et des citoyens quant à la nécessité de défendre les fondements de l'Islam, qui est par essence une religion qui prône la modération et le juste milieu, en évitant toute surenchère idéologique qui ouvre la voie à tous les excès».

Le président d'APW a ajouté que ce colloque visait à contribuer à la valorisation de l'oeuvre et la pensée de cet islamologue et philosophe et à transmettre son héritage aux générations actuelles et futures et,

aussi, à faire valoir la contribution des savants et penseurs algériens en faveur du progrès de la civilisation humaine.

Le recteur de l'université Mouloud Mammeri de Tizi Ouzou, Ahmed Tessa, a rappelé que Mohamed Arkoun, à travers sa relecture éclairée du sacré, s'est attelé à un «chantier gigantesque qui est resté longtemps embrigadé par les gardiens du temple moral et religieux». Observant que ce penseur, disparu le 14 septembre 2010, a su mettre en exergue une vision rénovée de l'Islam débarrassé du dogme et des lectures étriquées (faites) du contexte coranique.

M. Tessa a souligné que c'est une «infime justice» que de consacrer un colloque à Mohamed Arkoun «qui a longtemps été marginalisé et, parfois, volontairement isolé». Cet islamologue (enfant de la commune de Beni Yenni sur les hauteurs du Djurdjura), «a vécu incompris par les siens, tant ses vérités ne plaisent pas aux précheteurs de la haine, aux semeurs de l'ignorance», a-t-il dit, observant que «reconnaître l'immensité et la pertinence de l'oeuvre d'Arkoun est le premier pas vers cette justice qu'il faut lui rétablir».

Selon le recteur de l'université de Tizi Ouzou, «la transversalité de son approche a permis d'entrouvrir les voies du renouveau d'une religion trop exposée à la manipulation et à l'instrumentalisation politique et culturelle». La rationalité scientifique comme postulat de la lecture du texte sacré «est le fondement du renouveau tant recherché et, la recontextualisation de cette lecture est aussi une exigence qui mettrait la religion musulmane à l'abri des surenchères», a-t-il insisté.

Le wali, Abdelhakim Chater, présent à l'ouverture des travaux du colloque, a relevé que l'oeuvre d'Arkoun, est une des références «obligées» pour tous les chercheurs sur l'Islam. De par sa pensée dense et féconde basée essentiellement sur les sciences, cet islamologue «a ouvert un champ d'études interdisciplinaires, qui mérite d'être vulgarisées et mises à la disposition d'un large public», a-t-il dit.

A la fin du colloque, de deux jours, l'APW de Tizi Ouzou décernera, à titre posthume, un diplôme d'honneur à Mohamed Arkoun, en signe de «reconnaissance pour son oeuvre, sa pensée et son combat multiple, pour que la lumière du Savoir puisse triompher sur l'ignorance», a indiqué Youcef Aouchiche.

Reda A.

## Concours national de composition épistolaire pour les enfants

Le ministère de la Poste, des Télécommunications, des Technologies et du Numérique a indiqué samedi, que le dépôt des compositions des enfants désirant participer à l'édition 2019 du Concours national de composition épistolaire, en prévision du Concours international de composition épistolaire, est ouvert depuis hier et durera jusqu'au 20 février prochain.

«En préparation de la participation de l'Algérie à la 48<sup>e</sup> édition (2019) du Concours international de composition épistolaire pour les enfants, organisée par l'Union postale universelle (UPU), le ministère de la Poste, des Télécommunications, des Technologies et du Numérique organise, en collaboration avec le ministère de l'Éducation nationale, l'édition 2019 du Concours national de composition épistolaire, sous le thème «Rédige

une composition sur ton héros», lit-t-on dans le communiqué du ministère.

Le dépôt des compositions qui débutera à partir de dimanche 27 janvier courant jusqu'au 20 février prochain, se fera au niveau «des bureaux de poste et des établissements scolaires, ou via l'adresse électronique: [ressala2019@mpptn.gov.dz](mailto:ressala2019@mpptn.gov.dz), en scannant en couleurs, avant l'envoi, la composition manuscrite», précise-t-on de même source.

La sélection des élèves lauréats sera effectuée par un jury à travers trois étapes, à l'issue desquelles, le lauréat participera au Concours international de composition épistolaire pour les enfants, a indiqué la même source, ajoutant que l'âge du participant à ce concours ne devrait pas dépasser 15 ans, de même que la composition devrait être rédigée en l'une des deux langues nationales,

en sus de sa participation avec une seule composition.

Parmi les conditions de la participation, figurent le respect strict du sujet et du nombre de mots autorisés (soit 1000 mots) et l'envoi de la composition, par voie postale, dans une enveloppe scellée, à l'adresse suivante : M. le directeur de la Poste, des Télécommunications, des Technologies et du Numérique de la wilaya concernée ou à l'adresse électronique susvisée.

A ce titre, ce concours se veut «un excellent moyen de développer l'art d'écriture chez les enfants, et contribuer, par là même, au développement de leurs capacités à exprimer leurs idées», estime le ministère qui met en avant le rôle important que joue la poste dans notre vie.

Bilal L.

### Office de gestion et d'exploitation culturels Fayçal Ouaret nommé directeur

■ M. Fayçal Ouaret qui occupait auparavant le poste de directeur de l'Agence de réalisation des projets culturels (Arpc), a été désigné à la tête de l'Office national de gestion et d'exploitation des biens culturels (Ogebc), en remplacement de M. Abdelwahab Zekar, a-t-on appris, samedi, auprès du ministère de la Culture.

Le ministre de la Culture, Azzeddine Mihoubi, a également désigné, M. Abdelwahab Zekar au poste de directeur de l'École nationale de conservation et de restauration des biens culturels, précise-t-on de même source.

H. G.

## «PAROLES DE FEMMES»

«Nos douleurs ennuient ceux qu'elles n'attristent pas.»

Diane de Beausacq



## FEMMES

## ILS ONT DIT :

«La douleur est aussi nécessaire que la mort.»

Voltaire

ACTU-FEMMES Page animée par Tinhinan

## Catherine Deneuve, sans complexe, parle de ses cheveux blancs

Actrice infatigable, Catherine Deneuve sera bientôt de retour au cinéma avec le film *La dernière folie de Claire Darling*. Et pour la première fois de sa carrière, elle assume les cheveux blancs.

**D**ans une récente interview accordée au magazine *Elle*, Catherine Deneuve a évoqué son dernier film *La dernière folie de Claire Darling* qui sortira le 6 février prochain dans les salles obscures. Pour la première fois, l'actrice qui a été sublimée par la musique de Michel Legrand dans les films de Jacques Demy (*Les Parapluies de Cherbourg*, *Les Demoiselles de Rochefort*, *Peau d'âne*), a assumé de s'afficher avec les cheveux blancs. «C'est drôle parce que c'est vrai, j'ai les cheveux blancs, mais tout le monde pense que c'est platine. A l'écran, ça rappelle cette actrice américaine des années 1930, qui est morte assez jeune... Jean Harlow», a-t-elle confié au magazine féminin. Parce que même quand Catherine Deneuve se pare des attributs du temps qui passe, ça en devient forcément glamour et iconique.

Dans ce film réalisé par Julie Bertuccelli, elle y incarne Claire Darling, une femme qui, persuadée de vivre son dernier jour, décide de mettre en vente tout ce qu'elle possède pour une bouchée de pain y compris des meubles hors de prix et des objets de collection. Une folie qui va pousser sa fille Marie (interprétée par sa propre fille Chiara Mastroianni) à revenir auprès d'elle, après avoir coupé les ponts durant près de 20 ans.

Coïncidence de calendrier, Catherine Deneuve a également décidé de vendre sa garde-robe signée Yves Saint Laurent. Pourtant, aucun coup de folie là-dedans... juste un manque de place ! «Aujourd'hui, je me sépare - non sans mélancolie - de ma maison en Normandie où je conservais cette garde-robe. Ce sont les créations d'un homme si talentueux qui ne créait que pour rendre les femmes plus belles», avait-elle d'ailleurs déclaré en décembre dernier. Son fameux smoking a d'ailleurs été vendu cette semaine lors d'une vente aux enchères chez Christie's pour 20 000 euros.



## MAMAN EST ZEN



**A**vant d'être mamans, nous sommes des femmes ! Voici un document à imprimer et à accrocher au frigo pour nous rappeler de prendre soin de nous. C'est une priorité !

**TU NE SAUTERAS PAS DE REPAS !**

Si on croit sauver du temps en ne mangeant que sur le pouce, on se trompe. En fait, on gagne des minutes sur le moment, mais on sera tellement moins efficace au milieu de l'après-midi.

**TU DORMIRAS !**

Rien ne sert de dormir 12 heures de suite. On essaie de respecter notre rythme de sommeil. On essaie les siestes le week-end ou quand bébé dort durant notre congé de maternité.

**TU BOUGERAS !**

Faire de l'exercice permet d'évacuer nos tensions. On se trouve une activité qui nous libérera l'esprit et nous redonnera de l'entrain.

**TU LÂCHERAS PRISE !**

Fini les phrases comme «J'aime mieux le faire moi-même...» On laisse notre conjoint plier le linge même

## Les recommandations

si ce n'est pas tout à fait selon nos standards et on profite de cette «libération» de tâches pour faire autre chose. Finalement, on lâche prise sur des choses anodines pour pouvoir se concentrer sur ce qui importe réellement.

**TU DIRAS «NON» POUR MIEUX TE DIRE «OUI» À TOI-MÊME**

Ainsi, on fait davantage des choses qui nous plaisent et non seulement de choses qu'on est «obligée» de faire.

**TU T'ENTOURERAS !**

Avoir un réseau familial ou d'amis sur lequel on peut compter en cas de besoin. Savoir que l'on n'est pas seule et être capable de demander de l'aide nous soulage.

**TU TE DIVERTIRAS !**

On aime les films comiques ? On se réserve une soirée à écouter de vieux films qui font décrocher la mâchoire. On aime les jeux de société ? On invite des amis et on enchaîne les parties pendant que les enfants s'amuse.

**TU TE DONNERAS LE DROIT À L'IMPERFECTION !**

On s'en demande beaucoup. Beaucoup trop. Personne n'est pire juge envers soi que nous-mêmes ! Alors, on met la pédale douce à tous nos désirs de perfection. On veut quoi réellement ? Être bien dans sa

peau ou être parfait ?

**TU T'ACCORDERAS DU TEMPS !**

Pour être belle, pour penser, pour prendre une pause, pour te changer les idées, pour aller prendre un café avec une amie, etc. On est prête à tout même à rallonger nos journées pour nos enfants, notre conjoint, nos amis et notre famille, mais se donne-t-on le temps de faire des choses qui nous plaisent. On se donne 15 minutes de temps pour

soi. Et on augmente la dose graduellement !

**TU TE CONNAÎTRAS MIEUX !**

On essaie de faire un bilan de nos journées. Si on sait qu'on est plus productive en matinée, on en profite donc pour faire les tâches les plus ardues durant cette période. On cible les moments où le coup de barre nous guette et on le déjoue en s'offrant une pause ou en s'occupant à quelque chose qu'on aime.

## BEAUTÉ

## Les vitamines donnent une belle peau

Les vitamines sont souvent introduites en cosmétique, ce n'est pas un hasard... La peau subit des agressions qui produisent les radicaux libres, responsables, entre autres, du vieillissement cutané.

Mais les vitamines E (huiles végétales) et C (fruits et légumes), antioxydants naturels, les piègent. La vitamine E améliore aussi l'hydratation et le transport des nutriments vers la peau. Avec l'âge, le renouvellement cellulaire de la peau diminue : l'épiderme s'amincit. La vitamine A (foie, épinards, carottes crues) régularise l'épaisseur de la peau et lui permet de rester souple et jeune. Au niveau

du derme, elle augmente la synthèse de protéines et de fibres de collagène, améliorant son élasticité, atténuant les rides.

La vitamine B5 (acide pantothénique), présente dans tous les aliments (abats, œufs, viandes, poissons, légumes secs et céréales), indispensable à la préservation et à la réparation des cellules, participe aussi à son hydratation et sa souplesse. La vitamine B6 (germe de blé, abats, viandes, poissons, légumes) aide les peaux grasses ou les acnés peu sévères, car elle diminuerait la sécrétion de sébum. Le bêta-carotène, enfin, est précurseur de la vitamine A.



## Les DÉBATS

Quotidien national d'information

Edité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur Abderrahmane Mahmoudi

Gérante Naima MAHMOUDI • Directeur de la publication Nadjib Stambouli

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

## SPORTS

Ligue 1 Mobilis de football (19<sup>e</sup> journée)

## L'USMA se reprend, le PAC bat l'OM

Ligue 2 Mobilis (19<sup>e</sup> journée)  
L'ASO accrochée, le NCM nouveau leader

■ L'ASO Chlef accrochée samedi sur sa pelouse par l'Amel Boussaâda (2-2) lors de la 19<sup>e</sup> journée du Championnat d'Algérie de football, Ligue 2 Mobilis, a perdu le fauteuil de leader au profit du nouveau promu le NC Magra qui s'est imposé vendredi devant l'US Biskra (3-1). A la faveur de sa victoire, obtenue grâce aux buts de Ziwach (23'), Hamiti (72') et l'incontournable Mezouani (90'+3), le NC Magra (35 points) compte un point d'avance sur l'ASO Chlef (34 pts) et quatre points sur le MC Eulma et le WA Tlemcen. Les deux autres matchs de la 19<sup>e</sup> journée disputés ce samedi ont enregistré les victoires de la JSM Béjaïa devant l'USM Annaba et l'USM El Harrach devant le RC Relizane sur le même score de 1 à 0. Malgré cette victoire obtenue grâce au but de Mohamed Ezzemani (81'), l'USM El-Harrach reste scotchée à la 13<sup>e</sup> place du classement avec 20 points, alors que le RC Relizane qui rate l'occasion de se rapprocher du podium, occupe la 5<sup>e</sup> place avec 30 points. De son côté, la JSM Béjaïa rejoint son adversaire du jour à la 6<sup>e</sup> place avec 27 points au compteur à égalité avec l'Amel Boussaâda. Dans le haut du classement, le MC El Eulma enchaine les contres performances, en essuyant une troisième défaite consécutive, face à l'ES Mostaganem (0-2), mais conserve la 3<sup>e</sup> place avec 31 points en compagnie du WAT. Après cette nouvelle défaite, la direction du MC El Eulma a décidé de se séparer de son entraîneur tunisien Wajdi Said et a entamé des pourparlers avec Youcef Bouzidi. De son côté, la JSM Skikda a rebondi après la défaite de la semaine dernière face à RC Relizane (0-1), en décrochant une troisième victoire en quatre matchs, face à la coriace équipe du WA Tlemcen (2-0). Avec cette victoire, les Skikdis (25 points) se retrouvent à six points du podium. Dans le duel des mal classés, l'USM Blida et le RC Kouba se sont neutralisés (1-1). Ce nul n'arrange aucune des deux équipes qui restent scotchées dans le bas du tableau, alors que le MC Saïda vainqueur contre l'ASM Oran (1-0), s'est donné un peu d'air en remontant à la 12<sup>e</sup> place avec 22 points.

## Résultats et classement :

JSMS- WAT	2-0
MCS-ASMO	1-0
USMB- R K	1-1
NCM -USB	3-1
ESM - MCEE	2-0
USMH- RCR	1-0
ASO-ABS	2-2
JSMB- USMA n	1-0

	Pts	J
1). NC Magra	35	19
2). ASO Chlef	34	19
3). MC El Eulma	31	19
—). WA Tlemcen	31	19
5). RC Relizane	30	19
6). US Biskra	28	19
7). USM Annaba	27	19
—). ES Mostaganem	27	19
—). JSM Béjaïa	27	19
10). Amel Boussaada	25	19
—). JSM Skikda	25	19
12). MC Saïda	22	19
13). USM Harrach	20	19
14). ASM Oran	16	19
—). RC Kouba	16	19
16). USM Blida	10	19

L'USM Alger a pansé ses plaies en l'emportant au cours de cette 19<sup>e</sup> journée face à la JS Saoura sur le score de (2-0), disputé samedi après-midi à huis-clos au stade Omar Hamadi (Bologhine/Alger). Les buts de l'USMA ont été inscrits par Chafai (32e) et Zouari (42e) pour l'USMA. Ce résultat permet aux «Rouge et Noir» (40 points) de consolider leur position en tête de classement, portant ainsi leur avance à quatre longueurs sur leur poursuivant immédiat, la JS Kabylie, tenue vendredi en échec sur son terrain par l'AS Ain M'Ilila (1-1), alors que la JSS reste 6<sup>e</sup> avec 24 pts

pour 18 matches. L'USM Alger a terminé la rencontre à 10 après l'expulsion de son attaquant congolais, Ibara Prince en 2<sup>e</sup> temps. Les Rouge et Noir se refont, donc, une santé après la série de mauvais résultats qui avait laissé planer le doute et avait même créé une mini-crise au club, sachant qu'on parlait avec insistance du probable départ de l'entraîneur français, Frogger. Ce succès vient ainsi à point nommé pour arrêter cette hémorragie des points et tenter de recoller les morceaux, surtout qu'il ne reste maintenant que l'objectif du championnat à disputer après que l'USMA ai perdu tous ses autres objectifs. L'autre

match programmé lors de cette journée a vu le Paradou AC l'emporter à Médéa devant l'OM local (1-0) alors que le match au sommet de la 19<sup>e</sup> journée, qui devait opposer à Sétif, l'ESS au MC Alger, n'a pas eu lieu en raison du terrain rendu impraticable par la neige, comme ce fut le cas du match, DRB Tadjenanet-CR Belouizdad, programmé hier vendredi. Les gars du PAC sont donc sur une belle lancée et aligne les performances sachant que le club est aussi toujours en course dans la compétition populaire après avoir éliminé l'USMH.

Imad M.

Algerian Olympic and Sports Awards (4<sup>e</sup> édition)

## Ryad Mahrez et Lamya Matoub (Karaté Do) sacrés

■ Le footballeur Ryad Mahrez et la karatéka Lamya Matoub sont les lauréats de la 4<sup>e</sup> édition des Algerian Olympic and Sports Awards, une cérémonie organisée par le Comité olympique et sportif algérien (COA) pour récompenser les meilleurs athlètes algériens de l'année et dont la dernière édition s'est déroulée samedi soir à l'hôtel Sheraton d'Alger. Les deux lauréats étaient absents à cette cérémonie, car retenus actuellement par leurs obligations professionnelles : Mahrez étant avec son club anglais de Manchester City alors que Matoub dispute actuellement une compétition internationale à Paris (France). C'est donc le président de la Fédération algérienne de Karaté Do, Slimane Mesdoui, qui a reçu le trophée au nom de Lamya Matoub, alors que celui de Mahrez a été récupéré par son frère, Wassim, venu le remplacer pendant cette cérémonie,

marquée par la présence de plusieurs personnalités sportives et politiques. Outre Mahrez et Matoub, plusieurs autres sportifs algériens, qui ont brillé de mille feux pendant l'année 2018 ont été primés lors de cette cérémonie, à commencer par les «Espoirs» qui étaient au nombre de cinq, dont deux boxeurs et deux spécialistes en athlétisme. Chez les boxeurs, il s'agit de Mohamed Amine Hacid et Farid Douibi, alors qu'en athlétisme, ce sont Loubna Benhadja et Mohamed Gouamed qui ont été primés, tout comme le lutteur Farid Benferdjallah. Les athlètes de handisport n'ont pas été oubliés, puisque deux d'entre eux ont été primés lors de cette même cérémonie, à savoir : les judokas Sid Ali Lamri et Ishak Ould Kouider. Le COA a récompensé d'autres figures importantes du sport national, dont deux à titre posthume, en l'occurrence

Mustapha Mabel (Judo) et Tahar Benferhat (Football), au moment où le handballeur Lounès Amara a été primé pour l'ensemble de sa carrière. En parallèle de cette cérémonie, plusieurs titres «Spéciaux», ont été décernés, à commencer par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, pour son soutien indéfectible au sport et à la jeunesse. Le président du COA Mustapha Berraf a été également primé par le mouvement sportif algérien, car tout aussi engagé dans la promotion du sport national et de la jeunesse. Parmi les importantes personnalités qui ont honoré de leur présence cette cérémonie, le ministre de la Jeunesse et des Sports, Mohamed Hattab, son homologue de la Communication, Djamel Kaouane, le Wali d'Alger Abdelkader Zoukh et le président de la Fédération algérienne de football, Kheireddine Zetchi.

## Cross Saïd-Cherdioui de Tizi-Ouzou

## Les Ethiopiens et Erythréens s'imposent chez les seniors

■ Les athlètes éthiopiens et érythréens se sont imposés dans la catégorie seniors (hommes et dames) de la 35<sup>e</sup> édition du cross Saïd-Cherdioui, 8<sup>e</sup> étape du challenge national de la Fédération algérienne d'athlétisme (FAA), samedi à Tizi-Ouzou. Tesema Mokenin Ashagre et son compatriote Adane Wuletaw Belete (Ethiopie) ont raflé les première et deuxième places, talonnés par l'Ougandais Phillip Kopyrko à la troisième place du podium dans la course de 9000 mètres. Chez les dames (sur 4600 mètres), les Erythréennes HawiAlemu Negeri et

ShitoWudessa Osu se sont imposées devant Patricia Chekwemboi (Ouganda), finalement troisième. Dans la catégorie des U20 garçons (6000 mètres), Abderrahim Chebli du Nadi Ouled Fayet (Alger) a terminé en tête, devant respectivement Karim Bouldjadj de la Jeunesse Avenir Tassoust (JAT, Jijel) et de l'autre athlète d'Ouled Fayet, Fouad Baali. Pour les U20 filles qui ont couru sur une distance de 4600 mètres, la première place est revenue à Fatma-Zohra Bouaakba du Chabab Ain Defla, devançant Bouchra Amiche de Tipasa et Souhila Azzi du

Mouloudia de Béjaïa (MOB). Dans la catégorie des U18 garçons disputée sur un circuit de 4600 mètres, le trophée est revenu à Aïssa Lfilef de la JST Jijel, suivi de son coéquipier Adam Bouldjadj et d'Issaâd Aïssam du Nadi Ouled Fayet. La course des filles (3500 mètres) a été dominée par des athlètes locales qui ont raflé les trois places du podium. Kedri Tinhinane de la Jeunesse d'Aazga est arrivée en tête, suivie d'Ahlem Belhoues de Draâ Ben Khedda et d'Alicia Akarkar de la JS Kabylie. Ce 35<sup>e</sup> cross Saïd-Cherdioui, dédié aux mémoires de

Bachir Belkacem, ancien membre de la ligue d'athlétisme de Tizi-Ouzou décédé lors des préparatifs d'une précédente édition de cette compétition et du journaliste sportif Abdou Seghouani, décédé le 4 juillet 2018, a enregistré la présence de 1354 athlètes dont 12 étrangers. Notons, en outre, que ce cross-country, habituellement organisé dans la commune de Fréha, a été délocalisé cette année vers un autre parcours situé à Oued-Aïssi, à 5 km à la sortie Sud de la ville de Tizi-Ouzou.



France

## Macron «n'a plus le choix»

Le président Emmanuel Macron «n'a plus le choix» et doit accepter «une inflexion avec des politiques sociales qui réduisent les inégalités» et «redonnent du pouvoir d'intervention aux citoyens», estime le secrétaire général de la CFDT, Laurent Berger, dans un entretien au Journal du dimanche. «Il faut partager le pouvoir et associer davantage les corps intermédiaires ainsi que les citoyens. Il y a donc une question de méthode et de priorités : justice fiscale, transition écologique, répartition des richesses, démocratie participative», souligne le dirigeant du premier syndicat français dans cette interview publiée au lendemain d'un 11<sup>e</sup> samedi de mobilisation des «gilets jaunes». Sans faire du retour de l'ISF un «totem», Laurent Berger estime que, «d'une manière ou d'une autre, il faut que les plus hauts revenus soient davantage mis à contribution». «Nous devons éteindre collectivement l'incendie. On ne peut pas vivre dans une société hystérisée, portons des discours responsables», demande le responsable syndical. «Si le gouvernement est capable d'entendre, tant mieux. Sinon la crise s'aggravera», prédit-il, voyant «un risque» que la France demain «ressemble à l'Italie ou la Hongrie».

Laurent Berger redit dans cet entretien au JDD n'avoir eu «aucun contact» avec le président de la République depuis un mois et demi. «Mais ça n'est pas le sujet. Le vrai sujet, c'est ce débat, cette ouverture des fenêtres pour changer les choses, avoir plus de justice sociale et fiscale. Et surtout, son issue», prévient-il.

T. M.

## Démission de l'ambassadeur du Canada en Chine

Le Premier ministre canadien, Justin Trudeau, a accepté samedi la démission de l'ambassadeur du Canada en Chine, John McCallum. «La nuit dernière, j'ai demandé et accepté la démission de John McCallum en tant qu'ambassadeur du Canada en Chine», a déclaré M. Trudeau, n'offrant aucune explication à cette démarche. «A partir de maintenant et conformément à l'usage, Jim Nickel, chef adjoint de la mission à l'ambassade du Canada à Pékin, représentera le Canada en Chine à titre de chargé d'affaires», a-t-il fait savoir. «Depuis près de deux décennies, John McCallum a servi les Canadiens honorablement et avec distinction», a souligné le Premier ministre, énumérant tous les postes que M. McCallum avait occupés au gouvernement. Mardi, M. McCallum avait indiqué à la presse qu'il estimait que Meng Wanzhou, directrice financière du géant chinois des télécoms-équipement Huawei, avait des arguments juridiques solides en sa faveur pour éviter d'être extradée vers les Etats-Unis. Ses remarques ont provoqué de fortes réactions de politiciens canadiens. Le chef des conservateurs canadiens, Andrew Scheer, a exigé mercredi que M. Trudeau renvoie l'ambassadeur pour ce «faux pas». Mais le Premier ministre a rejeté sa demande, affirmant que cela serait contre-productif. Dans un communiqué publié mercredi soir, M. McCallum a reconnu s'être mal exprimé. «Je regrette que mes observations sur les procédures judiciaires concernant Mme Meng aient été source de confusion». M. McCallum a assuré que ses commentaires n'avaient pas «fidèlement représenté» sa position sur cette question. «Le gouvernement a toujours été très clair : il n'y a pas eu d'ingérence politique dans ce processus», a-t-il affirmé.

R. N.



Présidentielle 2019

## Une application Web pour la vérification de la carte d'électeur



Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire a lancé un nouveau service, via son site Web, permettant aux inscrits sur les listes électorales, de connaître les centres et bureaux de vote dont ils relèvent et ce, en prévision de la présidentielle du 18 avril prochain. Lancé en concomitance avec la révision exceptionnelle des listes électorales, ce service permet de consulter toutes les informations relatives à la carte d'électeur comme le numéro de la carte et le centre ou le bureau de vote. Une fois entré à travers le lien : «electeur.interieur.gov.dz/electeurconsult», l'utilisateur est invité à introduire la wilaya et de la

commune de résidence, le nom, le prénom et la date de naissance pour lancer l'opération de recherche suite à laquelle une fenêtre s'affichera comprenant toutes les informations inscrites sur la carte d'électeur dont les coordonnées, le numéro d'inscription et le numéro du bureau ou du centre de vote.

De son côté, le ministre de l'Intérieur, des collectivités locales et de l'aménagement du territoire, Noureddine Bedoui, a indiqué sur sa page Facebook officielle, que ce service vise à permettre de «connaître les bureaux de vote lors des rendez-vous électoraux». Pour rappel, l'opération de révision exceptionnelle des listes électorales avait débuté mercredi dernier et s'étalera jusqu'au

6 février prochain. Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire a invité déjà tous les citoyens non inscrits sur les listes électorales et âgés de 18 ans révolus le jour du scrutin, soit le 18 avril 2019, à demander leur inscription sur la liste électorale de la commune de résidence.

Les électeurs ayant changé de résidence doivent, quant à eux, se rapprocher de leur nouvelle commune de résidence qui prendra en charge la procédure de radiation et d'inscription.

La demande d'inscription doit être appuyée par la présentation de deux documents, l'un justifiant l'identité et l'autre justifiant la résidence, avait précisé le ministère. Les bureaux chargés des élections au niveau des communes sont, ainsi, ouverts tous les jours de la semaine à l'exception du vendredi, de 9h 00 à 16h30. Le nombre d'électeurs lors des dernières échéances organisées par l'Algérie (locales du 23 novembre 2017), était estimé de 22 883 772 électeurs.

G. L.

Tamanrasset

## Un terroriste se rend aux autorités militaires

Un terroriste, qui avait rallié les groupes terroristes en 2011, s'est rendu samedi aux autorités militaires à Tamanrasset, indique hier le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué.

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce aux efforts des forces de l'Armée nationale populaire, un terroriste s'est rendu, hier 26 janvier 2019, aux autorités militaires à Tamanrasset en 6<sup>e</sup> RM. Il s'agit du dénommé Ben Taleb Ferrah, dit El-Chaâmbi, qui avait rallié les groupes terroristes en 2011. Ledit terroriste était en possession d'un pistolet mitrailleur de type kalachnikov et d'un chargeur garni», a-t-on précisé de même source.

«Dans le même contexte et grâce à l'exploitation de renseignements, un détachement de l'Armée nationale populaire a découvert, lors d'une opération de fouille et de ratissage menée à Tamanrasset en 6<sup>e</sup> RM, une cache d'armes et de munitions contenant, un canon antichars de calibre 82 mm, un missile de type Grad BM-21 de

calibre 122 mm, une mitrailleuse lourde de type Kpvt de calibre 14.5 mm, huit obus de mortiers de calibre 82 mm, six grenades, ainsi que deux caisses, deux chaînes de munitions et 600 balles de calibres 14.5 mm», a-t-on ajouté.

«Ces opérations menées sur le terrain viennent renforcer la dynamique de résultats positifs réalisés par les forces de l'Armée nationale populaire, et dénotent de leurs permanentes veille et disponibilité, à travers l'ensemble du pays, pour contre-carrer toute tentative visant à porter atteinte à sa sécurité et sa stabilité», a-t-on souligné.

Par ailleurs, un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) a arrêté, samedi à Constantine, deux éléments de soutien aux groupes terroristes à Constantine, indique hier un communiqué du ministère de la Défense nationale.

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce à l'exploitation de renseignements, un détachement de l'ANP a arrêté,

le 26 janvier 2019, deux éléments de soutien aux groupes terroristes à Constantine/5<sup>e</sup> RM», note la même source.

Par ailleurs et dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, un détachement combiné de l'ANP «a appréhendé, à Maghnia (wilaya de Tlemcen/2<sup>e</sup> RM), deux narcotrafiquants et saisi 48 kg de kif traité, tandis qu'un autre détachement combiné de l'ANP a saisi, à Béchar/3<sup>e</sup> RM, 26 kg de la même substance détenus par quatre narcotrafiquants à bord de deux véhicules touristiques», ajoute le communiqué.

En outre, un détachement de l'ANP «a saisi, à Bordj Badji Mokhtar/6<sup>e</sup> RM, 13 000 litres de carburant, alors que 216 unités de différentes boissons ont été saisies à Biskra/4<sup>e</sup> RM. De même, 20 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été interceptés à In Guezzam et Tlemcen», conclut la même source.

R. N.

## ACTU...

Asphyxie au monoxyde de carbone

## 50 personnes secourues en une journée

Une personne est décédée, intoxiquée par des fuites de monoxyde de carbone émanant d'un réchaud, dans la wilaya de Djelfa, alors que 50 autres, incommodées par l'inhalation de ce gaz toxique, ont été secourues, au cours des dernières 24 heures, dans plusieurs wilayas du pays, selon un bilan établi hier par les services de la Protection civile.

Ce dernier décompte porte à 47 le nombre de personnes décédées dans les mêmes circonstances, alors que 494 autres ont été secourues depuis le début de l'année en cours.

S'agissant de l'état des axes routiers où les opérations de déneigement sont en cours suite aux dernières intempéries, la même source signale que neuf routes demeurent difficiles d'accès ou coupées à la circulation à travers les wilayas de Bouira (3), Tizi Ouzou (3) et Jijel (3).

R. L.

## Tunisie Treize migrants clandestins arrêtés à la frontière avec la Libye

Des patrouilles communes de la garde nationale de Ben Guerdane (gouvernorat de Médenine) et de Remada (gouvernorat de Tataouine) ont arrêté 13 personnes de différentes nationalités africaines ayant franchi clandestinement la frontière tuniso-libyenne, a rapporté le ministère de l'Intérieur dans un communiqué, cité hier par des médias.

Le ministère public a ordonné aux unités de la Garde nationale de les traduire devant la justice pour «franchissement clandestin des frontières terrestres» et de prendre des mesures légales à leur sujet, indique-t-on de même source.

Bilal L.